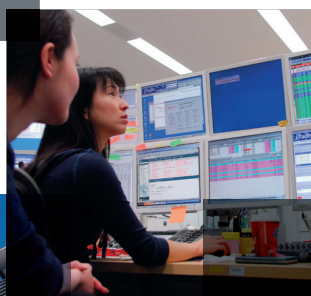


ACTUALISATION DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE 2010

Éléments financiers

au 30 juin 2011



ACTUALISATION DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE 2010 CRÉDIT AGRICOLE CIB



Le présent document a été déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) le 30 août 2011, conformément à l'article 212-13 de son Règlement général. Il actualise le document de référence déposé auprès de l'AMF le 23 mars 2011 sous le numéro D.11-0170. Il pourra être utilisé à l'appui d'une opération financière s'il est complété par une note d'opération visée par l'AMF. Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

SOMMAIRE

RAPPORT D'ACTIVITÉ AU 1^{ER} SEMESTRE 2011	5
ACTIVITÉ ET RÉSULTATS DE CRÉDIT AGRICOLE CIB	7
GESTION DES RISQUES	15
PERSPECTIVES SECOND SEMESTRE 2011	31
COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS AU 30 JUIN 2011	33
CADRE GÉNÉRAL	34
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	35
NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS	42
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE	73
INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES.....	75
INFORMATIONS GÉNÉRALES	77
PERSONNE RESPONSABLE DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE ET DU CONTRÔLE DES COMPTES.....	78
TABLE DE CONCORDANCE.....	80

1

RAPPORT D'ACTIVITÉ AU 1^{ER} SEMESTRE 2011

ACTIVITÉ ET RÉSULTATS DE CRÉDIT AGRICOLE CIB...	7
ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER.....	7
RÉSULTATS CONSOLIDÉS.....	8
RÉSULTATS PAR PÔLE D'ACTIVITÉ.....	9
STRUCTURE FINANCIÈRE.....	13
GESTION DES RISQUES	15
RISQUES DE CRÉDIT	15
RISQUES DE MARCHÉ	17
EXPOSITIONS SENSIBLES SELON LES RECOMMANDATIONS DU FINANCIAL STABILITY BOARD	20
GESTION DES RISQUES FINANCIERS STRUCTURELS.....	24
RISQUES OPÉRATIONNELS	29
RISQUES JURIDIQUES	30
RISQUES DE NON-CONFORMITÉ.....	30
PERSPECTIVES SECOND SEMESTRE 2011	31

→ ACTIVITÉ ET RÉSULTATS DE CRÉDIT AGRICOLE CIB

■ ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

Les États-Unis ayant actionné les leviers, budgétaire et monétaire, pour stimuler l'activité, les craintes d'une rechute en récession de l'économie mondiale, très présentes à l'été 2010, se sont vite dissipées. La remontée des taux longs américains, qui se sont stabilisés autour de 3,4 % pour le dix ans en début d'année se sont faits le reflet de ce regain de confiance quant aux perspectives de croissance à court terme.

L'économie américaine a eu cependant bien du mal à tenir ses promesses de croissance avec une progression du PIB au premier trimestre de seulement 0,4 % en rythme annualisé. Cette contre-performance n'a pas pour autant ravivé les inquiétudes, compte tenu d'une décomposition de la croissance jugée plutôt favorable, avec une bonne tenue de la consommation des ménages et un investissement toujours dynamique.

L'Europe, qui a choisi la voie de l'austérité pour remettre les dettes publiques sur des trajectoires soutenables, a surpris par sa résilience avec une croissance qui a même accéléré en début d'année à 3,4 % en rythme annualisé. Néanmoins, l'hétérogénéité des performances au sein de la zone euro, entre un centre bien portant et une périphérie malade de sa dette, n'a pas dissipé les doutes sur la capacité de l'Europe à venir à bout de la crise des dettes souveraines.

En première partie d'année, l'économie mondiale a également fait face à une série de chocs aux répercussions incertaines. Le monde arabe a connu un soulèvement populaire qui a pris sa source en Tunisie, avant de faire tache d'huile dans toute la région. En Tunisie et en Égypte, cette quête de démocratie a fait basculer les régimes autoritaires, alors qu'ailleurs les mouvements contestataires ont été étouffés dans la répression. En Lybie, cette insurrection a dégénéré en une guerre civile entre les forces fidèles à Mouammar Kadhafi et les insurgés, soutenus par une intervention étrangère sous mandat de l'ONU. Ces troubles géopolitiques au Moyen-Orient ont fait craindre une rupture généralisée d'approvisionnement en pétrole avec, pour résultante, une explosion de son prix. Ce dernier a franchi début février la barre psychologique des 100 dollars le baril pour la qualité Brent avant de s'installer durablement au-dessus de ce niveau. Au mois de mars, des catastrophes en chaîne se sont abattues sur le Japon avec un séisme d'amplitude historique, un tsunami ravageur et un accident nucléaire majeur. Elles ont créé des perturbations dans la chaîne d'approvisionnement en composants et pièces détachées pénalisant certains secteurs industriels, notamment le secteur automobile.

Les chiffres d'inflation ont commencé à porter les stigmates de l'envolée du prix des matières premières en général, et du pétrole en particulier. Les indices de prix globaux ont ainsi accéléré entre janvier et juin de 1,6 % à 3,6 % aux États-Unis, et de 2,4 % à 2,7 % en zone euro. La BCE, très sensible au risque inflationniste, a musclé son discours dès le mois de janvier avant de relever son taux directeur de 25 centimes pour le porter à 1,25 % début avril. Compte tenu du fossé grandissant entre une BCE en mode resserrement et une Fed toujours en phase d'assouplissement (avec un programme de rachat d'actifs courant jusqu'en juin), le marché des changes a surtout été guidé par le différentiel de rendement entre monnaies. Ce mouvement s'est opéré à la faveur de l'euro qui s'est renforcé avec une parité EUR/USD qui a oscillé dans une fourchette comprise entre 1,35 et 1,49 au cours du premier semestre. En revanche, les marchés obligataires, après avoir fait le pari de la reprise en tout début d'année, ont revu à la baisse leurs anticipations dans un environnement économique et financier aussi fragile qu'incertain. Les taux longs ont ainsi reflué sous les 3 % des deux côtés de l'Atlantique.

En effet, si la menace inflationniste est restée présente dans les esprits en cette première partie d'année, le tassement des enquêtes de confiance dès le mois de mai a soulevé des interrogations sur le degré de résilience de la croissance mondiale face à ces chocs en série. Par ailleurs, le feuilleton de la crise des dettes souveraines a connu de nombreux rebondissements. En mai, après la Grèce et l'Irlande, le Portugal a été à son tour contraint de se mettre sous le parapluie européen pour s'extraire des mouvements brutaux des marchés, le temps de s'ajuster. En juin, les investisseurs se sont mis à spéculer sur un défaut imminent de la Grèce face à une Europe incapable de s'entendre sur la manière de résoudre le problème de surendettement du pays. L'adoption fin juin d'un nouveau plan d'austérité par le parlement grec a ouvert la voie au déblocage d'une nouvelle aide financière. Si les officiels européens se sont dits prêts à octroyer une telle rallonge, la question de l'implication du secteur privé dans le sauvetage grec a été un sujet de discorde. Face à ces atermoiements politiques, la contagion s'est frayée un chemin en direction des pays fondamentalement solvables mais à finances publiques fragiles, comme l'Italie ou l'Espagne, au point de questionner l'intégrité de la zone euro.

■ RÉSULTATS CONSOLIDÉS

Compte de résultat consolidé synthétique

<i>en millions d'euros</i>	S1-11	S1-11 Activités pérennes	S1-10	S1-10 Activités pérennes	Variation S1-11/S1-10 ⁽¹⁾
Produit net bancaire	3 210	3 207	2 923	3 226	-1%
Charges d'exploitation	(1 988)	(1 938)	(1 867)	(1 815)	7%
Résultat brut d'exploitation	1 222	1 269	1 056	1 411	-10%
Coût du risque	(214)	(136)	(405)	(189)	-28%
Quote-part de résultat des entreprises mises en équivalence	69	69	73	73	-5%
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(6)	(6)	1	1	ns
Résultat avant impôt	1 071	1 196	725	1 296	-8%
Impôt sur les bénéfices	(356)	(398)	(196)	(377)	6%
Résultat net	715	798	529	919	-13%
Intérêts Minoritaires	1	1	21	21	-95%
Résultat net part du groupe	714	797	508	898	-11%
Résultat net part du groupe retraité ⁽²⁾	681	764	460	850	-10%

(1) Activités pérennes

(2) Retraité de la réévaluation de la dette et des couvertures de prêts

Dans un contexte d'incertitudes sur la reprise de la croissance mondiale, les inquiétudes grandissantes relatives à la dette souveraine européenne ont provoqué une aversion générale pour le risque et des mouvements de marché erratiques.

Dans ce contexte, Crédit Agricole Corporate and Investment Bank a maintenu une activité soutenue dans ses différents métiers et a réalisé une performance satisfaisante.

Le produit net bancaire des activités pérennes résiste à 3 207 millions d'euros, en retrait de seulement 1% par rapport à l'exercice précédent, témoin de l'équilibre rétabli entre activités de financement et de marchés.

La gestion toujours active des portefeuilles en extinction a permis d'en réduire considérablement les pertes. Le résultat net 2011 des activités en extinction s'élève à -83 millions d'euros contre -390 millions d'euros à fin juin 2010.

Le coefficient d'exploitation des activités pérennes s'établit à 60%, en ligne avec les objectifs du plan stratégique à moyen terme.

Le coût du risque est en diminution de 28%, malgré des dotations significatives aux provisions collectives liées aux incertitudes au Moyen-Orient.

Les résultats de la banque Saudi Fransi, mise en équivalence, sont en légère diminution par rapport à l'année dernière.

Après charge d'impôt et retraité de la réévaluation de la dette et des couvertures de prêts, le résultat net part du groupe des activités pérennes s'établit à 764 millions d'euros en diminution de 10% par rapport au premier semestre 2010.

■ RÉSULTATS PAR PÔLE D'ACTIVITÉ

Banque de financement

<i>en millions d'euros</i>	S1-11	S1-10	Variation S1-11 / S1-10
Produit net bancaire	1 290	1 287	0%
Charges d'exploitation	(451)	(412)	9%
Résultat brut d'exploitation	839	875	-4%
Coût du risque	(130)	(157)	-17%
Quote-part de résultat des entreprises mises en équivalence	69	72	-4%
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(8)	1	ns
Résultat avant impôt	770	791	-3%
Impôt sur les bénéfices	(262)	(221)	19%
Résultat net	508	570	-11%
Intérêts Minoritaires	(5)	14	ns
Résultat net part du groupe	513	556	-8%
Résultat net part du groupe retraité ⁽¹⁾	504	544	-7%

(1) Retraité des couvertures de prêts

Les métiers de financement affichent des revenus solides. A 1 290 millions d'euros sur le semestre, ils sont stables par rapport au premier semestre 2010 en dépit de l'impact défavorable de la baisse du dollar US.

Les revenus sur les financements structurés se maintiennent à des niveaux élevés dans la continuité des trimestres précédents et continuent de bénéficier des bons niveaux de production de 2010. Les performances sont particulièrement notables dans le financement transactionnel de matières premières qui profite notamment de la hausse du cours du pétrole ainsi que dans les financements maritimes et aéronautiques. Crédit Agricole Corporate and Investment Bank passe de la troisième à la première place sur les financements de projets zone EMEA (Source Thomson Financial).

Dans un contexte de pression sur les marges, la banque commerciale parvient à maintenir son niveau d'activité. Les activités de syndication confirment leur bon positionnement.

Crédit Agricole Corporate and Investment Bank occupe la première place sur les activités de syndication en France, passe de la 6ème à la 1ère place en Amérique Latine et de la 7ème à la 1ère place en Europe de l'Est (Source Thomson Financial).

Le coût du risque est en diminution de 17% malgré des dotations aux provisions collectives liées essentiellement au contexte géopolitique au Moyen-Orient. Le stock de provisions collectives s'élève à 1 509 millions d'euros au 30 juin 2011.

Le résultat net 2011, retraité des couvertures de prêts, atteint 504 millions d'euros en baisse de 7% par rapport à 2010.

Banque de marchés et d'investissement

<i>en millions d'euros</i>	S1-11	S1-10	Variation S1-11 / S1-10
Produit net bancaire	1 624	1 671	-3%
Charges d'exploitation	(1 276)	(1 208)	6%
Résultat brut d'exploitation	348	463	-25%
Coût du risque	(6)	(28)	-79%
Quote-part de résultat des entreprises mises en équivalence	(1)	1	ns
Gains ou pertes nets sur autres actifs	2	0	ns
Résultat avant impôt	343	436	-21%
Impôt sur les bénéfices	(114)	(137)	-17%
Résultat net	229	299	-23%
Intérêts Minoritaires	1	3	-67%
Résultat net part du groupe	228	296	-23%
Résultat net part du groupe retraité⁽¹⁾	204	260	-22%

(1) Retraité de la réévaluation de la dette

Dans un contexte de marché très agité, marqué par la crise de la dette souveraine et l'aversion au risque de nombreux investisseurs, Crédit Agricole Corporate and Investment Bank parvient à limiter la baisse de ses revenus à 3% par rapport à 2010.

Après un bon premier trimestre, Les activités de Fixed Income et particulièrement les activités de dérivés de taux ainsi que les activités obligataires ont été pénalisées par le regain de tension sur les marchés de dette.

En revanche, les revenus commerciaux demeurent à des niveaux tout à fait satisfaisants.

Le Pôle actions est affecté par le net ralentissement de l'activité sur le courtage.

Les activités de Banque d'investissement réalisent un très bon semestre avec notamment le succès du rachat de Bulgari Spa par LVMH ainsi que l'introduction en Bourse de Prada S.p.A. au tableau principal de la Bourse de Hong Kong.

En revanche, les activités de courtage sont fortement marquées par la baisse des volumes de transactions en Europe et en Asie ainsi que par des dotations aux provisions sur litiges commerciaux chez Newedge.

Crédit Agricole Corporate and Investment Bank et CITICS ont annoncé avoir trouvé un accord dans lequel CITICS va se porter acquéreur de 19,9% du capital de CLSA ainsi que de 19,9% du capital de CA Cheuvreux.

Le coût du risque reste non significatif.

Après charge d'impôt et retraité de la réévaluation de la dette, le résultat net part du groupe s'établit à 204 millions d'euros au premier semestre 2011.

Activités en extinction

<i>en millions d'euros</i>	S1-11	S1-10	Variation S1-11 / S1-10
Produit net bancaire	3	(303)	ns
Charges d'exploitation	(50)	(52)	-4%
Résultat brut d'exploitation	(47)	(355)	-87%
Coût du risque	(78)	(216)	-64%
Résultat avant impôt	(125)	(571)	-78%
Impôt sur les bénéfices	42	181	-77%
Résultat net part du groupe	(83)	(390)	-79%

La contribution des activités en extinction se réduit de manière significative par rapport à 2010.

Les dérivés exotiques actions ont enregistré des résultats positifs sur le semestre à hauteur de 24 millions d'euros, comparables à ceux du 1^{er} semestre 2010 qui s'élevaient à 28 millions d'euros.

Le comportement du portefeuille de corrélation et des indicateurs de suivi en risques continue d'être conforme au plan de stabilisation mis en place dès fin 2009, avec un impact en produit net bancaire négligeable sur le premier semestre 2011.

Les dépréciations sur les CDO, CLO et ABS ont été de -87 millions d'euros (en produit net bancaire et en coût du risque) contre -398 millions d'euros sur le premier semestre 2010.

Ces chiffres incluent le risque de contrepartie sur les garants monolines et Credit Derivatives Product Company dont les expositions continuent de se réduire.

Des informations complémentaires sur la nature des principales expositions sont présentées dans la partie « expositions sensibles selon les recommandations du Financial Stability Board » en page 20 du rapport de gestion.

Banque privée internationale

<i>en millions d'euros</i>	S1-11	S1-10	Variation S1-11 / S1-10
Produit net bancaire	293	271	8%
Charges d'exploitation	(211)	(190)	11%
Résultat brut d'exploitation	82	81	1%
Coût du risque	0	(4)	ns
Quote-part de résultat des entreprises mises en équivalence	1		
Résultat avant impôt	83	77	8%
Impôt sur les bénéfices	(15)	(14)	7%
Résultat net	68	63	8%
Intérêts Minoritaires	5	4	25%
Résultat net part du groupe	63	59	7%

Les revenus des activités de banque privée internationale progressent de 8% par rapport au premier semestre 2010.

La collecte nette est positive sur le semestre et s'établit à 1 milliard d'euros au 30 juin 2011. L'encours de fortune à fin juin 2011 s'élève à 71,9 milliards d'euros contre 71,3 milliards d'euros à

fin mars 2011 et 71 milliards d'euros à fin décembre 2010. L'effet marché favorable (753 millions d'euros) ne suffit pas à compenser un effet change négatif de 1 605 millions d'euros.

Le résultat net part du groupe s'élève à 63 millions d'euros à fin juin 2011 en hausse de 7% par rapport à 2010.

Gestion pour compte propre et divers

<i>en millions d'euros</i>	S1-11	S1-10	Variation S1-11 / S1-10
Produit net bancaire	0	(3)	ns
Charges d'exploitation	0	(5)	ns
Résultat brut d'exploitation	0	(8)	ns
Coût du risque	0	0	ns
Résultat avant impôt	0	(8)	ns
Impôt sur les bénéfices	(7)	(5)	40%
Résultat net	(7)	(13)	-46%
Intérêts Minoritaires	0	0	ns
Résultat net part du groupe	(7)	(13)	-46%

Structure financière

Fonds propres

Au 30 juin 2011, les capitaux propres part du groupe de CACIB s'élèvent à 15,1 milliards d'euros. Leur évolution sur le premier

semestre 2011 correspond principalement à l'augmentation significative du résultat part du Groupe pour 0,7 milliard d'euros.

Parties liées

Les principales transactions conclues entre parties liées au 30 juin 2011 sont décrites dans la note annexe n° 2.3 aux comptes

consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2011.

Ratio de solvabilité européen (CRD)

Le tableau ci-après présente le ratio de solvabilité européen CRD et détaille les risques du groupe Crédit Agricole CIB mesurés

en équivalents risques de crédit (après pondération liée à la contrepartie) ainsi que le niveau des fonds propres réglementaires.

<i>en milliards d'euros</i>	30/06/2011	31/12/2010
Fonds propres de base [A]	17,3	17,3
Capital et réserves part du Groupe	14,6	14,2
Intérêts minoritaires	0,1	0,1
Fonds propres de base sur accord de l'ACP (avance d'actionnaires)		
Titres hybrides	4,7	5,1
Déductions des immobilisations incorporelles	(2,1)	(2,1)
Fonds propres complémentaires [B]	3,7	3,9
Fonds propres surcomplémentaires		
Déductions des fonds propres de base des fonds propres complémentaires	(4)	(4,1)
Déductions des fonds propres de base [C]	(2)	(2,1)
Déductions des fonds propres complémentaires [D]	(2)	(2,1)
<i>dont participations dans les établissements de crédit ou financiers supérieures à 10% de leur capital ou donnant une influence notable sur ces établissements (à 50%)</i>	<i>(1,5)</i>	<i>(1,5)</i>
<i>dont positions de titrisation pondérées à 1250%</i>	<i>(2,5)</i>	<i>(2,6)</i>
<i>dont, pour les établissements utilisant les approches notations internes, la différence négative entre la somme des ajustements de valeurs et des dépréciations collectives afférentes aux expositions concernées et les pertes attendues</i>		
Total des fonds propres disponibles	17,0	17,1
Tier 1 [A - C]	15,3	15,3
Tier 2 [B - D]	1,7	1,8
Tier 3		
Risques de crédit	101,2	108,2
Risques de marché	6,8	6,7
Risques opérationnels	13,2	13,2
Total des risques pondérés avant seuil	121,2	128,1
Total des risques retenus après seuil	143,5	142,6
Ratio de solvabilité Tier 1	10,7%	10,7%
Ratio de solvabilité global	11,5%	11,6%
Ratio de solvabilité Tier 1 avant seuil	12,6%	11,9%

Au 30 juin 2011, le ratio de solvabilité global en Bâle II du Groupe Crédit Agricole CIB s'établit à 11,5% dont 10,7% pour le ratio Tier 1.

Au 31 décembre 2010, le ratio global du Groupe atteignait 11,6% et le ratio Tier 1 s'inscrivait à 10,7%.

Evolution des risques pondérés

Les encours pondérés Bâle II s'élèvent à 143,5 milliards d'euros au 30 juin 2011, soit une quasi stabilité par rapport à l'encours de fin 2010 (+ 0,6%, soit une hausse de 0,9 milliard d'euros).

L'évolution constatée résulte des éléments suivants :

- Les risques de crédit ont diminué de 3,1 milliards d'euros hors effet change, en raison essentiellement de l'évolution favorable des paramètres bâlois (effet rating net, gains méthodologiques, effet portefeuille) qui ont plus que compensé une hausse modeste en volume et la réduction de l'impact des protections du CPM (due essentiellement à l'amortissement naturel et la réduction volontaire des protections Bâle I, ainsi qu'à la réduction du volume des CDS achetés)
- L'effet change sur les risques de crédit est estimé à -3,9 milliards d'euros

- Les risques de marché sont quasiment stables (+0,1 milliard d'euros)
- Cette baisse globale des emplois pondérés est plus que compensée par l'application du seuil de 80% des emplois pondérés Bâle I qui génère une hausse des emplois pondérés Bâle II de 7,8 milliards d'euros sur le premier semestre 2011.

Evolution des fonds propres prudentiels

Les fonds propres Tier 1 s'élèvent à 15,3 milliards d'euros au 30 juin 2011, montant identique à fin 2010.

Cette quasi stabilité s'explique par la combinaison de plusieurs effets :

- La prise en compte du résultat du semestre, y compris prévisions de distribution, soit +0,5 milliard d'euros.
- Un effet change de -0,5 milliard d'euros, sans effet sur le ratio qui est immunisé contre les variations de change grâce au maintien au numérateur d'une part dollar similaire à celle qui est calculée sur les éléments du dénominateur.

Les fonds propres globaux sont également stables sur le semestre, à 17,0 milliards d'euros. Un léger accroissement des déductions liées à des actifs titrisés vient en effet compenser la faible hausse des fonds propres Tier 1.

➔ GESTION DES RISQUES

Les principales catégories de risques auxquelles le groupe Crédit Agricole CIB est exposé sont :

- les risques de crédit ;
- les risques de marché ;
- les risques structurels de gestion du bilan (risques de taux d'intérêt global, risques de change, risques de liquidité) ;
- les risques particuliers présentés selon le format recommandé par le Forum de Stabilité Financière ;

Les informations sur ces catégories de risques font partie intégrante des comptes consolidés intermédiaires résumés de Crédit Agricole CIB au 30 juin 2011 ;

- Les risques opérationnels, les risques juridiques ainsi que les risques de non-conformité.

Les principales évolutions du premier semestre 2011 sont décrites ci-après.

Principales évolutions de l'organisation de la fonction risques

Afin d'améliorer l'efficacité du suivi et de l'encadrement général des activités, le CSP (Comité Stratégies et Portefeuilles) et le CSR

(Comité Stratégique des Risques) ont été fusionnés en un seul Comité (CSP : Comité Stratégies et Portefeuilles).

■ RISQUES DE CRÉDIT

Les dispositifs de gestion et de mesure des risques de crédit sont précisés pages 95 à 103 du document de référence 2010.

Périmètre :

Le périmètre pour les risques de crédit prend en compte les engagements commerciaux, hors portefeuilles titres et dérivés.

A compter de l'arrêté du 30 juin 2010, les contreparties bancaires sont incluses dans le périmètre.

A noter que les opérations avec le groupe Crédit Agricole SA sont exclues de ce périmètre.

Principales évolutions

Ventilation des risques de contrepartie par zone géographique

Au 30 juin 2011, la ventilation par zone géographique des crédits accordés à la clientèle et aux banques par le groupe

Crédit Agricole CIB (296 milliards d'euros ; contre 300 milliards d'euros au 31 décembre 2010) se répartit comme suit :

Répartition en %	30.06.2011	31.12.2010
Autres pays d'Europe de l'Ouest	28,3%	28,5%
France	23,3%	22,3%
Amérique du nord	17,4%	17,4%
Asie (Hors Japon)	11,9%	12,6%
Afrique et Moyen-Orient	7,7%	8,0%
Autres pays d'Europe	4,6%	4,4%
Japon	3,4%	3,3%
Amérique Latine	3,2%	3,4%
Autres	0,1%	0,1%

Source : Risques (engagements commerciaux de bilan et de hors bilan de la clientèle et des banques)

L'équilibre global du portefeuille, en termes de répartition entre les différentes zones géographiques, reste globalement stable sur le semestre.

Sur les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient plus particulièrement, un dispositif resserré de surveillance des risques a été

mis en place dès le début de l'année 2011, incluant notamment, la suspension des limites pays approuvées et le traitement au cas par cas des nouvelles opérations. Ces mesures restrictives seront maintenues tant que la situation politique et économique de ces pays ne sera pas rétablie.

Ventilation des risques de contrepartie par filière économique

Au 30 juin 2011, la ventilation par filière économique des crédits accordés à la clientèle et aux banques par le groupe Crédit Agricole CIB (296 milliards d'euros ; contre 300

milliards d'euros au 31 décembre 2010) se répartit comme suit :

Répartition en %	30.06.2011	31.12.2010
Banque	18,0%	17,9%
Energie	16,3%	16,6%
Divers	12,5%	11,5%
Maritime	6,0%	6,2%
Aéronautique/Aérospatial	4,7%	5,1%
Immobilier	4,6%	4,7%
Industrie lourde	3,9%	3,9%
Autres activités financières (non bancaires)	4,1%	4,0%
BTP	4,1%	4,2%
Production & Distribution de biens de consommation	3,1%	3,0%
Telecom	3,3%	3,0%
Automobile	2,8%	2,8%
Services non marchands/Secteur public/Collectivité	2,7%	2,8%
Assurance	2,4%	2,5%
Agroalimentaire	2,3%	1,7%
Autres industries	2,0%	1,9%
Autres Transports	1,8%	2,1%
Tourisme/Hôtels/Restauration	1,3%	1,4%
Santé/Pharmacie	1,3%	1,5%
Media/Edition	0,9%	1,0%
Informatique/Technologies	0,9%	0,9%
Bois/Papier/Emballage	0,5%	0,9%
Utilities	0,5%	0,4%

Source : Risques (engagements commerciaux de bilan et de hors bilan de la clientèle et des banques)

Au 30 juin 2011, le montant des crédits accordés à la clientèle et aux banques s'élève à 296 milliards d'euros, ce qui représente une très légère diminution de 4 milliards d'euros par rapport à fin 2010. Cette évolution témoigne d'une stabilisation de nos engagements.

L'équilibre global du portefeuille, en termes de répartition entre les différentes filières, reste globalement stable sur le semestre, avec toutefois quelques évolutions décrites ci-dessous :

Les encours sur les Banques sont relativement stables depuis décembre 2010. L'énergie reste la première filière non financière avec un poids en légère diminution à 16,3% dans le portefeuille. Ce chiffre est cohérent avec le poids de l'énergie dans l'économie mondiale, et cette filière regroupe par ailleurs une grande diversité de sous-jacents, d'acteurs et de types de financements dont la plupart sont sécurisés par des actifs.

La filière « divers », troisième en importance, regroupe les expositions sur les titrisations (majoritairement des lignes de liquidité accordées à des programmes de titrisation financés via nos conduits), ainsi que des engagements sur des clients dont l'activité est très diversifiée (holdings patrimoniaux/ financiers notamment).

Le poids des filières de transport (aéronautique, maritime, automobile) est en sensible diminution témoignant de la gestion prudente des expositions sur ces secteurs qui ont subi la crise de plein fouet. La place de la filière maritime découle de l'expertise et de la position de Crédit Agricole CIB dans les financements d'actifs aux armateurs. Le transport maritime a subi un retournement de marché depuis fin 2008, cependant notre portefeuille est

relativement protégé par la qualité des structures de financement. Nos financements sur le secteur du maritime sont en effet dans la majorité sécurisés par les actifs financés, lesquels sont des actifs jeunes et diversifiés. Les financements au secteur de l'aéronautique concernent soit des financements d'actifs, là encore de très bonne qualité, soit des financements de grands constructeurs figurant parmi les leaders mondiaux, soit des financements d'aéroports généralement de premier plan. Le portefeuille automobile reste lui aussi volontairement concentré sur les grands constructeurs, principalement européens avec un développement restreint aux USA et sur les équipementiers leaders.

L'immobilier, après avoir diminué de manière significative en 2008 et plus légèrement en 2009 compte tenu des mesures prises pour limiter et protéger nos risques, a augmenté légèrement en valeur absolue au cours de l'année 2010 et s'est stabilisé sur le premier semestre 2011. La qualité de nos engagements sur l'immobilier s'améliore très sensiblement et continue de faire l'objet d'une surveillance toute particulière.

L'industrie lourde regroupe principalement des grands groupes des secteurs de la sidérurgie, des métaux et de la chimie. Ce sont des groupes mondialisés qui ont bénéficié de la reprise économique mondiale (vigueur des marchés émergents – dont la Chine – et reprise lente des économies occidentales). L'évolution de nos risques sur ce segment a été favorable sur le semestre écoulé.

La filière Production et Distribution de biens de consommation concerne essentiellement de grands distributeurs français, implantés mondialement. Leur rating reste de bonne qualité malgré l'univers concurrentiel dans lequel ils agissent.

Perspectives d'évolution pour le second semestre

Crédit Agricole CIB va continuer d'appliquer une politique prudente en matière de prise de risques au cours du second semestre 2011, compte tenu des risques de ralentissement économique liés à la mise en place des plans de rigueur.

En effet, même si certains signes d'amélioration de la conjoncture sont perceptibles l'incertitude reste forte, notamment en raison de la demande des pays développés qui risque de s'éroder et de l'environnement politique et social.

■ RISQUES DE MARCHÉ

Les dispositifs de gestion et la méthodologie de mesure et d'encadrement des risques de marché sont précisés pages 104 à 107 du document de référence 2010.

Le risque de marché représente le risque d'incidences négatives sur le compte de résultat ou sur le bilan, de fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers à la suite de la variation des paramètres de marché notamment :

- les taux d'intérêts : le risque de taux correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêt ;
- les taux de change : le risque de change correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution du cours d'une devise ;

- les prix : le risque de prix résulte de la variation de prix et de volatilité des actions et des matières premières, des paniers d'actions ainsi que des indices sur actions. Sont notamment soumis à ce risque les titres à revenu variable, les dérivés actions et les instruments dérivés sur matières premières ;
- les spreads de crédit : le risque de crédit correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution des spreads de crédit des indices ou des émetteurs. Pour les produits plus exotiques de crédit s'ajoute également le risque de variation de juste valeur lié à l'évolution de la corrélation entre les défauts des émetteurs.

Principales évolutions

Objectifs et politique de gestion du risque

■ Organisation et dispositif de suivi

L'organisation du contrôle des risques de marché n'a pas subi d'évolution significative au cours du premier semestre 2011. Les effectifs du Département des Risques de Marché sont globalement stables. Les investissements du Département sont dédiés en priorité au traitement des évolutions réglementaires récentes sur le risque de liquidité (Arrêté du 5 mai 2009 relatif à l'identification, la mesure, la gestion, et le contrôle du risque de liquidité) et les besoins additionnels en fonds propres (Textes 158 et 159 du Comité de Bâle).

Les investissements informatiques portent également sur la prise en compte du dispositif juridique (présence ou non de collatéral) pour la valorisation des opérations sur dérivés conclues de gré-à-gré. Cette prise en compte a donné lieu, au 30 juin 2011, à la constatation d'une provision totale de 160 millions d'euros.

■ Méthodologie et système de mesure

Les méthodologies de mesure des risques déjà en place n'ont pas subi d'évolution majeure au cours du premier semestre.

Des mesures complémentaires ont été mises en place, qui s'inscrivent dans le cadre de nouvelles réglementations. Celles-ci portent sur le risque de liquidité et sur les besoins supplémentaires en fonds propres au titre des activités de trading. A ce titre, une mesure de VaR stressée a été mise en place ainsi que de nouvelles méthodes de mesure du risque spécifique de taux.

La VaR calculée sur les portefeuilles de placement a subi les effets d'une forte volatilité des spreads émetteurs souverains. Pour autant, ces portefeuilles restent indispensables à la gestion du risque de liquidité. En accord avec Crédit Agricole S.A., il a été décidé de réduire la limite de Value at Risk appliquée aux activités stratégiques (de 35 millions d'euros à 32 millions d'euros) concomitamment à l'exclusion des portefeuilles de placement du périmètre de cette limite. Cette mesure a été actée le 19 mai 2011. La Value at Risk des portefeuilles de placement est désormais suivie de manière distincte.

Par ailleurs, dans le cadre de l'évolution récente des marchés de dette souveraine européenne périphérique, des mesures spécifiques ont été mises en place pour encadrer la maturité des reverse repos et limiter l'exposition au risque de défaut conjoint d'une contrepartie et d'un émetteur.

Enfin, des modifications ont été apportées aux mesures de stress. Elles ont notamment eu pour objet de mieux prendre en compte le risque souverain.

Exposition (mesure de la Value at Risk)

■ Mesure de la VaR réglementaire de Crédit Agricole CIB au cours du 1^{er} semestre 2011

en millions d'euros	30/06/2011	Minimum	Maximum	Moyenne S1 2011
Activités de taux	9	8	17	11
Activités sur actions	3	2	5	3
Activités de change	2	2	6	4
Activités de crédit	7	6	13	9
Activités sur matières premières	2	2	4	2
Compensation	(9)	(9)	(18)	(13)
Crédit Agricole CIB	14	14	21	17

La VaR s'établit à un niveau moyen de 17 millions d'euros pour le premier semestre 2011, en baisse par rapport à celui de l'ensemble de l'année 2010, qui était de 27 millions d'euros. Le niveau atteint à fin juin 2011 se situe à 14 millions d'euros. Le niveau de VaR est globalement très stable sur l'ensemble du semestre, à des niveaux compris le plus souvent entre 15 et 20 millions d'euros.

L'historique de VaR étant mesuré sur un an glissant, les encours mesurés en 2011 prennent en compte des mouvements de marché significatifs sur les marchés de taux, de change et de crédit. Le profil de risque adopté sur l'ensemble des lignes produit a permis de contenir la VaR à des niveaux modestes.

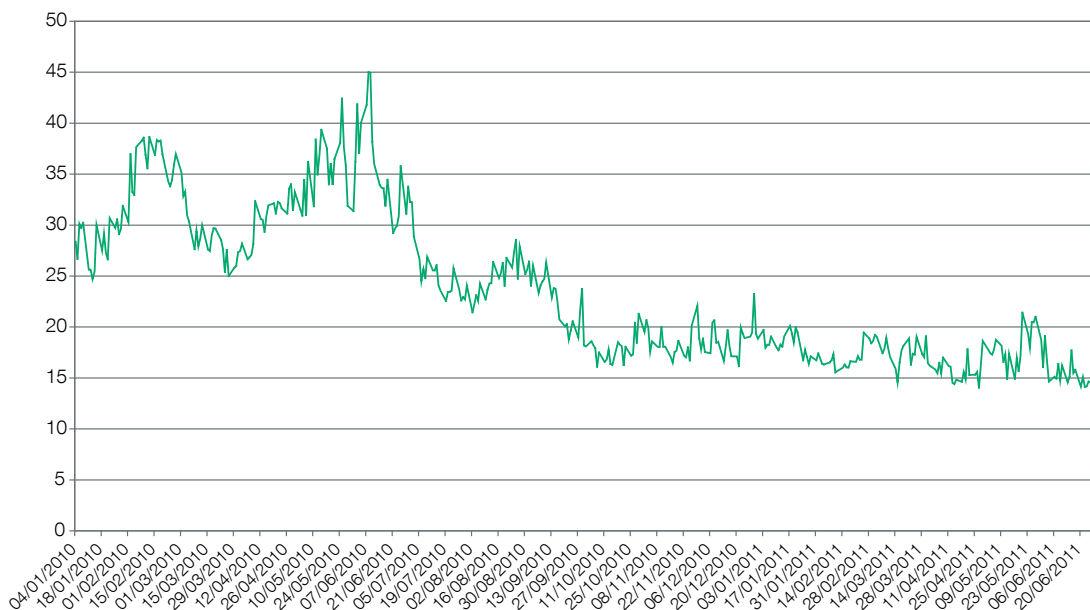
Les activités de crédit contribuaient auparavant de manière majoritaire à la VaR réglementaire. Elles voient leur poids relatif se réduire. A la fin du semestre, leur VaR se situe à 7 millions d'euros, niveau proche de celui observé pour les activités de taux. La poursuite des mesures de réduction de risque sur les activités de corrélation explique en partie cette tendance.

Les activités de taux sont le premier contributeur à l'encours de VaR. Malgré les niveaux de volatilité observés sur les marchés de taux, en particulier sur les dettes souveraines européennes, la gestion prudente du profil de risque permet de maintenir la VaR moyenne à un niveau similaire à celui relevé au premier semestre 2010 (11 millions d'euros au 30.06.2011).

Les autres activités (actions, change, matières premières) présentent des niveaux de VaR faibles.

■ Evolution journalière de la VaR Crédit Agricole CIB

▷ VaR réglementaire de Crédit Agricole CIB - 2010 et 1^{er} semestre 2011



Perspectives d'évolution pour le second semestre

- Les travaux sur lesquels les équipes ont été mobilisées au premier semestre seront naturellement poursuivis, en particulier ceux portant sur la prise en compte du dispositif juridique (présence ou non de collatéral) pour la valorisation des opérations sur dérivés conclues de gré-à-gré.

■ EXPOSITIONS SENSIBLES SELON LES RECOMMANDATIONS DU FINANCIAL STABILITY BOARD

Les expositions suivantes correspondent aux recommandations du Financial Stability Board. Cette information fait partie intégrante des comptes consolidés de Crédit Agricole CIB au 30 juin 2011. A ce titre elle est couverte par le rapport des Commissaires au titre de leur examen limité sur l'information financière semestrielle.

Tableau de synthèse des expositions

en millions d'euros	Actifs en prêts et créances				Catégorie comptable	Actifs à la juste valeur			Autres	Catégorie comptable
	Exposition brute	Décote	Provision collective	Exposition nette		Exposition brute	Décote	Exposition nette		
RMBS	1 257	(320)	(29)	908	(1)	404	(270)	134		
CMBS	185	(8)	(13)	164		14	(1)	13		
CDO super senior non couverts	3 057	(1 212)	(668)	1 178	(2)	5 543	(4 484)	1 058		(3)
CDO mezzanines non couverts						1 012	(1 012)	0		
CLO non couverts	874	(51)	(9)	814		393	(57)	336		
Protections acquises auprès de monolines*						227	(130)	97		(4)
Protections acquises auprès de CDPC*						609	(101)	508		

⁽¹⁾ Prêts et créances sur les établissements de crédit ou la clientèle - titres non cotés sur un marché actif (cf. note 5.3 des comptes consolidés)

⁽²⁾ Prêts et créances sur la clientèle - titres non cotés sur un marché actif (cf. note 5.3 des comptes consolidés)

⁽³⁾ Actifs financiers à la juste valeur par résultat - obligations et autres titres à revenu fixe et instruments dérivés (cf. note 5.1 des comptes consolidés)

⁽⁴⁾ Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Instruments dérivés (cf. note 5.1 des comptes consolidés)

* Les expositions brutes correspondent à la juste valeur des protections avant ajustement

ABS immobiliers

<i>en millions d'euros</i>	Etats-Unis		Royaume-Uni		Espagne	
RMBS	31.12.2010	30.06.2011	31.12.2010	30.06.2011	31.12.2010	30.06.2011
Comptabilisés en prêts et créances						
Exposition brute	1 009	881	301	196	198	180
Décote*	(344)	(289)	(60)	(38)	(26)	(22)
Exposition nette en millions d'euros	665	592	241	158	172	158
Comptabilisés en actif évalué à la juste valeur						
Exposition brute	389	299	80	72	35	33
Décote	(344)	(261)	(5)	(4)	(3)	(5)
Exposition nette en millions d'euros	45	38	75	68	32	28
% subprime sous-jacents sur exposition nette	95%	96%				
Ventilation par notation de l'exposition brute totale						
AAA	5%	3%	48%	40%	65%	35%
AA	4%	2%	35%	20%	9%	29%
A	1%	3%	6%	17%	26%	36%
BBB	3%	4%	1%	11%		
BB	4%	3%	10%	12%		
B	4%	6%				
CCC	23%	24%				
CC	14%	14%				
C	36%	33%				
Non noté	6%	8%				

<i>en millions d'euros</i>	Etats-Unis		Royaume-Uni		Autres	
CMBS	31.12.2010	30.06.2011	31.12.2010	30.06.2011	31.12.2010	30.06.2011
Comptabilisés en prêts et créances						
Exposition nette*			73	67	122	97
Comptabilisés en actif évalué à la juste valeur						
Exposition nette			12	8	5	5

* dont 42 millions d'euros de provisions collectives au 30 juin 2011 contre 31 millions d'euros au 31 décembre 2010.

Par ailleurs, achats de protections sur RMBS et CMBS évalués à la juste-valeur :

- 31 décembre 2010 : nominal = 589 millions d'euros ; juste valeur = 175 millions d'euros.
- 30 juin 2011 : nominal = 491 millions d'euros ; juste valeur 139 millions d'euros.

La valorisation des ABS immobiliers évalués à la juste valeur se fait à partir d'informations en provenance de contributeurs externes.

Méthodologie d'évaluation des CDO super senior à sous-jacents résidentiels américains

CDO super senior évalués à la juste valeur

La valorisation des CDO super senior est obtenue à partir de l'application d'un scénario de crédit sur les sous-jacents (prêts résidentiels principalement) des ABS constituant chaque CDO.

Les taux de pertes finales appliquées sur les prêts en vie, sont calibrés en fonction :

- de la qualité et de la date d'origination de chaque prêt résidentiel ;
- du comportement historique des portefeuilles (remboursements anticipés, amortissement, pertes constatées).

A compter de fin mars les taux de pertes sont exprimés en pourcentage du nominal des prêts en vie (jusqu'à présent les taux de pertes étaient estimés en pourcentage du nominal des prêts en vie à l'origine); cette approche nous permet notamment de visualiser nos hypothèses de pertes en fonction de nos risques toujours au bilan de la banque.

Date de clôture	Taux de pertes subprime produits en		
	2005	2006	2007
31.12.2010	32%	42%	50%
30.06.2011	50%	60%	60%

CDO super senior évalués au coût amorti

Ils sont dépréciés en cas de risque de crédit avéré.

CDO super senior à sous-jacents résidentiels américains non couverts

Au 30 juin 2011, Crédit Agricole CIB a une exposition nette de 2,2 milliards d'euros sur des CDO super senior non couverts (après prise en compte d'une provision collective de 668 millions d'euros).

Décomposition des CDO super senior

<i>en millions d'euros</i>	Actifs à la juste valeur	Actifs en prêts et créances
Nominal	5 543	3 057
Décote	4 484	1 212
Provision collective		668
Valeur nette	1 058	1 178
<i>Valeur nette (au 31 décembre 2009)</i>	<i>1 246</i>	<i>1 396</i>
Taux de décote⁽¹⁾	81%	71%
Sous-jacent		
% des actifs subprime sous-jacents produits avant 2006	51%	34%
% des actifs subprime sous-jacents produits en 2006 et 2007	16%	16%
% des actifs Alt A sous-jacents	8%	16%
% des actifs Jumbo sous-jacents	7%	4%

⁽¹⁾ Après prise en compte des tranches décotées à 100%

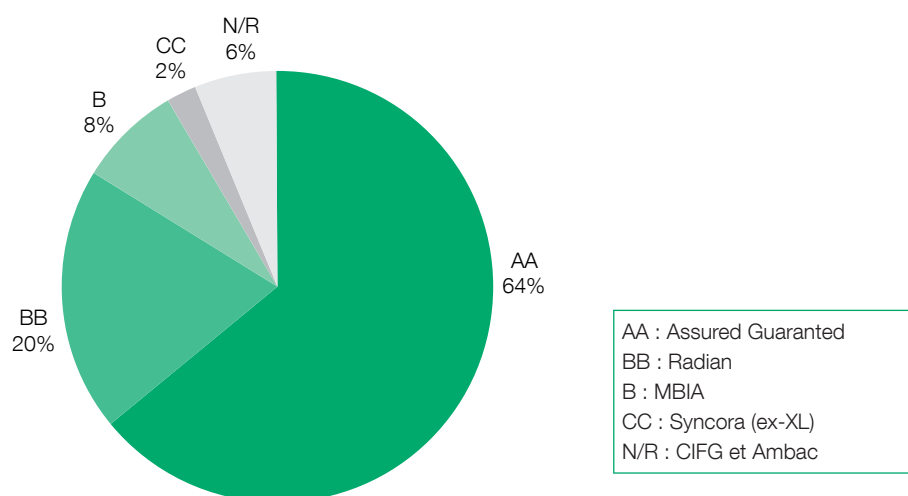
■ Autres expositions au 30 juin 2011

<i>en millions d'euros</i>	Nominal	Décote	Provision collective	Net
CLO non couverts évalués à la juste valeur	393	(57)		336
CLO non couverts comptabilisés en prêts et créances	874	(51)	(9)	814
CDO Mezzanines non couverts	1 012	(1 012)		0

Protections des monolines au 30 juin 2011

en millions d'euros	Monolines en couverture de				Total protections acquises auprès de monolines
	CDO résidentiels américains	CDO corporate	CLO	Autres sous-jacents	
Montant notionnel brut de la protection acquise	117	5 201	925	342	6 585
Montant notionnel brut des éléments couverts	117	5 201	925	342	6 585
Juste valeur des éléments couverts	79	5 155	862	262	6 358
Juste valeur de la protection avant ajustements de valeur et couvertures	38	46	63	80	227
Ajustements de valeur comptabilisés sur la protection	(6)	(25)	(48)	(51)	(130)
Exposition résiduelle au risque de contrepartie sur Monolines	32	21	15	29	97

Répartition de l'exposition nette sur monolines au 30 juin 2011*



* Notation la plus basse émise par Standards & Poors ou Moody's au 30 juin 2011.

Protections auprès de CDPC (Credit Derivative Product Companies)

Au 30 juin 2011, l'exposition nette auprès de CDPC est de 508 millions d'euros (contre 672 millions d'euros au 31 décembre 2010), principalement sur des CDO corporate, après prise en

compte d'une décote de 101 millions d'euros (contre 108 millions d'euros au 31 décembre 2010).

■ GESTION DES RISQUES FINANCIERS STRUCTURELS

Risques de taux d'intérêt global

Principales évolutions

Méthode

Crédit Agricole CIB utilise la méthode des impasses (de taux fixe) pour mesurer son risque de taux d'intérêt global. Celle-ci consiste à déterminer les échéanciers en taux de l'ensemble des actifs, passifs et dérivés de couverture à taux fixes, révisables ou liés à l'inflation : jusqu'à la date de révision du taux pour les éléments à taux révisables, la date contractuelle pour ceux à taux fixes et suivant des conventions appuyées sur des modèles pour les éléments sans échéance contractuelle.

La mesure des impasses prend en compte l'effet des couvertures de taux réalisées en couverture de juste valeur et en couverture de flux de trésorerie.

Exposition

L'exposition de Crédit Agricole CIB au risque de taux sur ces opérations de clientèle est limitée compte tenu de la règle d'adossement en taux auprès des équipes de marché applicable à ses financements clientèle, ainsi que du volume réduit des dépôts non rémunérés.

Le risque de taux d'intérêt provient essentiellement des fonds propres et des participations et pour les maturités inférieures à un an des activités de Trésorerie du portefeuille bancaire.

Le Groupe est principalement exposé aux variations de taux d'intérêt de la zone monétaire euro et dans une moindre mesure à celles du dollar américain.

Les impasses de taux expriment l'excédent ou le déficit de ressources à taux fixe. Conventionnellement, une impasse positive représente une exposition sujette à un risque de baisse des taux sur la période considérée.

Les résultats de ces mesures au 30 Juin 2011 traduisent ainsi une exposition de la Banque à une hausse des taux d'intérêt sur la première année et à une baisse des taux d'intérêt sur les années suivantes :

en milliards d'euros	0-1 an	1-5 ans	5-10 ans
Gaps moyens Dollar US	(0,7)	+0,6	+0,2
Gaps moyens Euro et autres devises	(1,1)	+0,5	+0,5

Sensibilité et scénarios de stress

En termes de sensibilité du PNB sur les six premiers mois de l'année 2011, Crédit Agricole CIB pourrait gagner 51 millions d'euros de revenus en cas de baisse durable des taux d'intérêt de 200 points de base, soit une sensibilité de 1,59 % pour un PNB de référence de 3 210 millions d'euros au 30 juin 2011.

Par ailleurs, des mesures d'impact en résultat de cinq scénarios de stress – trois historiques et deux hypothétiques – portant sur

l'impasse de taux d'intérêt sont effectuées sur base trimestrielle et portées à la connaissance du Comité Actif Passif.

Les scénarios retenus sont ceux utilisés par le département Trésorerie de Crédit Agricole CIB, à savoir :

Les scénarii historiques sont : la crise majeure sur le marché des actions (Lundi Noir de 1987) ; la hausse massive des taux (Krach obligataire de 1994) ; la forte hausse des spreads émetteurs (hausse des spreads de crédit de 1998).

Les scénarios hypothétiques reposent, l'un sur l'anticipation d'une reprise économique (hausse des marchés actions, des taux, du spot USD, du pétrole et baisse des spreads émetteurs), et l'autre sur une crise de liquidité suite à la décision de la Banque Centrale de relever ses taux directeurs.

Les simulations se calculent à partir de la sensibilité de l'impasse de taux de Crédit Agricole CIB. La sensibilité se définit comme le gain ou la perte générée par une variation de 2% des taux d'intérêt. Cette sensibilité est déclinée en euros et dollars US. Elle se calcule sur des encours moyens par année glissante.

Les chocs de ces scénarios sont calculés sur une base de dix jours selon la méthodologie de scénario de stress de Crédit Agricole CIB. Cette sensibilité est « choquée » sur différents points. Le résultat d'un stress correspond à la valeur actuelle nette encourue en cas de variation des caractéristiques du scénario.

L'application des scénarios de stress met en évidence des impacts relativement limités puisque la valeur actuelle nette de la perte potentielle maximale encourue représente 0,39 % des fonds propres prudentiels et 2,07 % du produit net bancaire au 30 juin 2011.

Risques de liquidité

Le risque de liquidité et de financement désigne la possibilité de subir une perte si l'entreprise n'est pas en mesure de respecter ses engagements financiers en temps opportun et à des prix raisonnables lorsqu'ils arrivent à échéance.

Ces engagements comprennent notamment les obligations envers les déposants et les fournisseurs, ainsi que les engagements au titre d'emprunts et de placement.

Crédit Agricole CIB, en tant qu'établissement de crédit, respecte les exigences en matière de liquidité définies par les textes suivants :

- le règlement CRBF N°88-01 du 22 février 1988 relatif à la liquidité (abrogé au 30 juin 2010),
- l'instruction de la Commission bancaire N°88-03 du 22 avril 1988 relative à la liquidité (abrogée au 30 juin 2010),
- l'instruction de la Commission bancaire N°89-03 du 20 avril 1989 relative aux conditions de prise en compte des accords de refinancement dans le calcul de la liquidité (abrogée au 30 juin 2010),
- l'instruction de la Commission bancaire N°2009-05 du 29 juin 2009, applicable à compter du 30 juin 2010.

Politique et objectifs

La politique de gestion par Crédit Agricole CIB de son risque de liquidité, à court terme comme à moyen terme, est définie par son Comité Actif Passif, dans le cadre de la politique du groupe Crédit Agricole.

Gestion de la liquidité

Un Comité de financement commun à la Direction de la Trésorerie et au Département de Gestion Actif-Passif de la Direction financière se réunit au moins mensuellement pour analyser l'évolution des besoins en ressources longues et celle des conditions de marché. Il détermine les conditions financières des nouvelles opérations.

■ Gestion à moyen et long terme

La gestion de la liquidité à moyen et long terme de Crédit Agricole CIB est assurée de manière centralisée par le Département de Gestion Actif-Passif de la Direction financière. Il définit les politiques, règles et procédures internes en matière de transformation, sur une base globale pour les devises majeures et de manière spécifique pour certaines devises locales. Il détermine les besoins de financement à moyen et long terme ainsi que les besoins d'opérations financières de haut de bilan.

■ Gestion à court terme

La gestion de la liquidité à court terme est confiée à la Direction de la Trésorerie de la Banque. Elle assure le renouvellement des financements et la gestion des portefeuilles d'actifs liquides.

Elle fixe les règles et limites aux différents centres de liquidité mondiaux de la Banque. Enfin, elle assure le respect du coefficient de liquidité réglementaire applicable.

Méthodologie

■ Mesure du risque de liquidité à court terme (de 1 jour à 1 an)

En application de l'arrêté du 5 mai 2009, le Secrétariat Général de l'ACP permet aux établissements qui le souhaitent, de remplacer, à partir de juin 2010, le calcul du ratio de liquidité réglementaire par une approche avancée reposant sur des méthodologies internes. Celles-ci sont fondées sur la réalisation de scénarios de stress qui doivent couvrir un horizon de temps allant de un jour jusqu'à l'année et au moins trois typologies de scénarios de crise : crise systémique de liquidité, crise de crédit de la banque, scénario mixte.

Le groupe Crédit Agricole S.A. développe un projet visant à mettre l'ensemble de ses filiales en conformité avec cet arrêté auquel Crédit Agricole CIB est intégré. Il capitalise sur un certain nombre d'outils existants et déjà utilisés pour la gestion opérationnelle du risque de liquidité :

- la Trésorerie calcule quotidiennement des gaps de liquidité sur un horizon de un jour à un an en retenant l'hypothèse de l'absence totale d'accès au marché pendant les deux premières semaines. Les seules sources potentielles de liquidité supplémentaire sont la mobilisation d'actifs auprès des banques centrales, puis les gaps à des horizons plus longs, jusqu'à un an, intègrent des hypothèses variables de renouvellement des tombées des actifs et des passifs correspondant à un scénario de crise de liquidité. Ces gaps de liquidité sont calculés sur les cinq centres de liquidité de la banque qui représentent l'essentiel du bilan consolidé, les autres entités de Crédit Agricole CIB étant prises en compte via les intragroupes ;
- parallèlement, Crédit Agricole dispose d'un Contingency Funding Plan (CFP) qui simule sur un horizon de trois mois l'impact d'une crise de rating sévère de la banque (les ratings courts deviennent A2/P2 à la fin du deuxième mois). Le CFP est calculé sur les cinq centres de liquidité : Paris, Tokyo, New York, Londres et Hong Kong. Le reste du périmètre de consolidation est pris en compte via les intragroupes. Le Contingency Funding Plan est produit mensuellement. Le calcul des gaps de liquidité de la trésorerie se fait sur le même périmètre que le Contingency Funding Plan, ce qui permet d'obtenir quotidiennement un calcul pro-forma de ce dernier ;
- Crédit Agricole CIB tient compte également de l'impossibilité de considérer comme totalement fongibles la totalité des devises dans lesquelles la banque est active. En effet, les régulateurs nationaux auront tendance à freiner les transferts internationaux « perdants » en cash de façon à préserver le plus possible la situation de liquidité de leur système financier national. De ce fait, des simulations spécifiques sont effectuées pour l'USD dont l'impact sur le bilan est significatif. A ce titre, la trésorerie calcule des gaps de liquidité de 1 à 15 jours en USD et Crédit Agricole CIB USA met en œuvre un scénario de stress spécifique sur l'USD dans le cadre de la simulation effectuée à horizon d'un mois d'une fermeture complète du marché de l'USD.

■ Mesure du risque de liquidité à moyen et long terme

Le risque à moyen et long terme se mesure par le calcul de l'impasse de transformation de la Banque à un et à cinq ans.

Celle-ci est la différence entre les emplois longs résultant des concours bancaires, des titres détenus et des immobilisations d'une part, et les ressources financières disponibles à long terme d'autre part. Le calcul de l'impasse de transformation s'effectue en appliquant différentes conventions d'écoulement aux actifs et passifs sans maturité contractuelle et en tenant compte des engagements de financement contingents accordés par la Banque. Par exception, des conventions d'écoulement sont également appliquées aux dépôts à vue et à terme de la banque privée.

L'impasse de transformation à un an doit rester en deçà d'une limite fixée en tenant compte de la pression exercée sur les marchés court terme par les opérations de la trésorerie. Des jeux de limites spécifiques sont appliqués aux éléments les plus sensibles de l'activité de Crédit Agricole CIB.

Cette approche est désormais complétée par la mise en place d'une limite du montant des financements court terme que la banque peut utiliser pour financer son bilan, dans le cadre d'une approche commune du Groupe Crédit Agricole S.A..

Cette méthodologie vise à garantir une situation de liquidité excédentaire à l'horizon d'un an dans un contexte de marché stressé et résulte de l'application des principes suivants :

- la trésorerie parviendra toujours à maintenir un montant minimum de financement court en provenance de ses sources habituelles ;
- l'excédent doit être couvert par les flux nets de cash entrants dans l'année glissante suivante, calculés sur la base des tombées des actifs et des passifs auxquelles est appliqué un set d'hypothèses de renouvellement ;
- les hypothèses de renouvellement des actifs et passifs ainsi que la part stable des ressources court terme peuvent varier selon les entités du Groupe Crédit Agricole S.A..

Cette méthodologie est cohérente avec le calcul de l'impasse de transformation à plus d'un an. Elle analyse de façon plus précise la pression exercée par la trésorerie sur les marchés du court terme. Effectuée à partir des mêmes outils informatiques que ceux utilisés pour le calcul des gaps de liquidité, la vérification du respect de la limite des financements à court terme est effectuée quotidiennement.

Enfin, l'appréciation du risque de liquidité à moyen et long terme a été affinée par la validation et l'application de nouvelles conventions d'écoulement spécifiques à certains métiers (négoce, crédits export notamment).

Expositions

■ Coefficient de liquidité

L'arrêté ministériel du 5 mai 2009 a fait évoluer le calcul du coefficient de liquidité dans sa définition d'une approche standard. Crédit Agricole CIB est assujéti à cette approche à partir du 30 juin 2010 jusqu'à l'homologation du système de gestion et d'encadrement de la liquidité du Groupe Crédit Agricole entraînant le passage en approche avancée.

Le coefficient de liquidité correspond au rapport entre les disponibilités et concours dont l'échéance est à court terme, d'une part, et les exigibilités à court terme, d'autre part. Il est calculé mensuellement, le seuil minimal étant de 100 %. Il intègre les fonds propres prudentiels et est calculé sur base sociale.

Pour rappel, au 31 décembre 2010, le coefficient de liquidité de Crédit Agricole CIB s'élevait à 125%.

■ Emissions

Financement à court terme

Outre les sources classiques de liquidité à court terme, Crédit Agricole CIB met en œuvre une politique active de diversification de ses sources de financement. Elle s'est traduite notamment par la mise en place d'un programme d'émissions structurées spécifique au marché US, d'un programme d'émission de commercial paper domestique au Japon et la mise en place d'un programme de CDs basé à Londres et destiné à être vendu en Asie.

Financement à moyen et long terme

Les ressources de liquidité longue de Crédit Agricole CIB proviennent des dépôts de la clientèle, d'emprunts interbancaires et d'émissions de titres de créance sous diverses formes (Certificats de dépôt, BMTN, EMTN). A noter que du fait de la persistance de la crise de liquidité survenue en août 2007, Crédit Agricole CIB a intensifié l'émission de produits à options de liquidité (EMTN callables ou putables à l'initiative de l'investisseur).

Crédit Agricole CIB utilise largement ses programmes d'Euro Medium Term Notes (EMTN) : au 30/06/2011, les montants émis dans le cadre de programme EMTN représentent environ 22 milliards d'euros en droit anglais et 8 milliards d'euros en droit français.

Sauf exception, les émissions effectuées sous ces programmes pour les besoins de la clientèle internationale et domestique de Crédit Agricole CIB sont dites « structurées » c'est-à-dire que le coupon payé et/ou le montant remboursé à l'échéance comporte une composante indexée sur un ou plusieurs indices de marché (action, taux d'intérêt, change ou matière première). De même, certaines émissions sont dites « Crédit Linked Notes » c'est-à-dire que le remboursement est minoré en cas de défaut d'un tiers défini contractuellement lors de l'émission. De plus, Crédit Agricole CIB USA et Crédit Agricole CIB Hong-Kong émettent régulièrement des certificats de dépôt à long terme. Calyon Australie et Calyon Afrique du Sud ont leur propre programme local d'émissions longues.

■ Evolutions récentes

La banque a mis en œuvre une politique systématique de booking des crédits distribués de façon à optimiser ses capacités de mobilisation auprès de la Banque de France, utilisant ainsi les assouplissements apportés aux critères d'éligibilité des crédits mobilisables. Ainsi elle a été l'une des premières banques françaises à mettre en place en Europe des programmes de mobilisation transfrontalières des crédits clients auprès de la Banque de France. Enfin, à l'instar des autres entités du groupe Crédit Agricole, Crédit Agricole CIB bénéficie des opérations de financement mises en œuvre dans le cadre du plan gouvernemental de soutien au secteur bancaire via la Société de Financement de l'Economie Française.

Les opérations de haut de bilan participent également au financement de la Banque, bien que ce ne soit pas leur finalité première :

- Dette subordonnée remboursable : compte tenu de la structure actuelle de fonctionnement du groupe Crédit Agricole S.A., Crédit Agricole CIB n'émet pas de Titres Subordonnés Remboursables (TSF) mais met en place des emprunts subordonnés contractés auprès de Crédit Agricole S.A.. Ce sont des emprunts généralement à taux révisable. Les emprunts subordonnés se distinguent des emprunts et des obligations classiques par rang de créance contractuellement défini par la clause de subordination. Dans le cas des emprunts contractés par Crédit

Agricole CIB, et en cas de liquidation éventuelle, leur remboursement interviendra après désintéressement des créanciers privilégiés et chirographaires, mais avant le remboursement des prêts et titres participatifs de Crédit Agricole CIB.

- Titres Super Subordonnés : les Titres Super Subordonnés émis par Crédit Agricole CIB sont des emprunts à taux fixe ou à taux révisable, de maturité perpétuelle, senior par rapport aux actions ordinaires mais subordonnés à l'ensemble des dettes subordonnées. Les coupons sont non cumulatifs et subordonnés au résultat annuel de Crédit Agricole CIB qui doit

être suffisant pour rester positif après paiement du coupon dû au titre de l'exercice concerné. Les émissions effectuées par Crédit Agricole CIB présentent la possibilité de remboursement anticipé par l'émetteur après le dixième anniversaire de la mise en place, sous réserve de l'accord préalable du Secrétariat Général de l'Autorité de Contrôle Prudential. Selon les émissions, le taux d'intérêt est majoré ou non d'une sur-rémunération après la première date possible de remboursement anticipé par l'émetteur. Il n'a pas été effectué d'émissions de Titres Super Subordonnés en 2010.

Risques de change

Le risque de change s'appréhende principalement à travers la mesure de l'exposition résiduelle nette résultant de la prise en compte des positions de change brutes et de leurs couvertures.

Risques de change structurels

Le risque de change structurel du Groupe résulte de ses investissements durables dans des actifs en devises étrangères, essentiellement les fonds propres de ses entités opérationnelles à l'étranger, qu'ils trouvent leur origine dans des acquisitions, des transferts de fonds à partir du Siège ou une capitalisation de résultats locaux.

La politique du Groupe consiste le plus souvent à emprunter la devise d'investissement afin d'immuniser patrimoniallement l'investissement réalisé contre le risque de change. Les emprunts sont alors documentés en tant qu'instrument de couverture de l'investissement. Dans certains cas, et notamment pour les devises peu liquides, l'investissement donne lieu à achat de la devise concernée ; des couvertures du risque de change par des opérations à terme sont alors si possible mises en place. En outre, le Groupe couvre par instruments dérivés de change une grande partie des expositions issues des résultats conservés par ses filiales étrangères dont la devise fonctionnelle n'est pas l'euro.

Les principales positions de change structurelles brutes du groupe sont libellées en dollar américain, en devises liées à ce dernier – devises de pays du Moyen-Orient ainsi que certaines devises asiatiques pour l'essentiel – en livre sterling et en franc suisse.

Globalement, la politique de gestion des positions de change structurelles du Groupe a deux objectifs principaux :

- prudentiel, pour immuniser le ratio de solvabilité du Groupe contre les fluctuations de change ; dans cette optique, les positions de change structurelles non couvertes seront dimensionnées aux niveaux équilibrant la part des devises concernées dans les encours pondérés qui n'est pas couverte par d'autres types de fonds propres dans la même devise ;

- patrimonial, pour diminuer le risque de perte de valeur des actifs considérés.

Les actions de couverture du risque de change structurel sont gérées de manière centralisée et mises en place sur décisions du Comité Actif-Passif de la Banque.

Les positions de change structurelles de Crédit Agricole CIB sont en outre intégrées dans celles du groupe Crédit Agricole SA, présentées cinq fois par an à son Comité Actif Passif, présidé par le Directeur général de Crédit Agricole SA.

Risques de change opérationnels

La Banque est en outre exposée à des positions de change opérationnelles sur ses produits ou charges en devises étrangères, constatées tant au Siège que dans ses implantations de l'étranger.

La politique générale du Groupe est de limiter au maximum ses positions de change opérationnelles nettes, en procédant à leur couverture sur base mensuelle, sauf exception sans couvrir à l'avance des résultats non encore réalisés sauf si leur degré de probabilité est fort et le risque de variation élevé.

Les règles et délégations applicables pour la gestion des positions opérationnelles sont mises en place sur décisions du Comité Actif-Passif.

Couverture des risques de taux et change

Dans le cadre de la gestion de ses risques financiers, Crédit Agricole CIB a notamment recours à des instruments (swaps de taux d'intérêt et opérations de change) pour lesquels une relation de couverture est établie au regard de l'intention de gestion poursuivie.

Couverture de juste valeur

L'objectif est de protéger la valeur patrimoniale des actifs/passifs financiers à taux fixe sensible à la variation des taux d'intérêt, par adossement à des instruments également à taux fixe. Lorsque cet adossement est réalisé au moyen de dérivés (swaps), ceux-ci sont qualifiés de dérivés de couverture de juste valeur (fair value hedge).

Les couvertures effectuées à ce titre par la Gestion actif-passif portent sur les encours de dépôts clientèle non rémunérés de la banque privée, lesquels sont analysés comme des passifs financiers à taux fixe.

Couverture de flux de trésorerie

Le second objectif est de protéger la marge d'intérêt de sorte que les flux d'intérêt générés par des actifs à taux variables financés par des passifs à taux fixe (fonds de roulement notamment) ne soient pas affectés par la fixation dans le futur des taux attachés à ces éléments.

Lorsque la neutralisation ainsi visée est réalisée au moyen de dérivés (swaps), ceux-ci sont qualifiés de dérivés de couverture de flux de trésorerie (cash flow hedge).

En application d'IFRS 7, les montants d'intérêts futurs attachés aux éléments de bilan faisant l'objet d'une couverture de flux de trésorerie sont présentés ci-dessous selon leurs périodes d'échéance.

30.06.2011				
<i>en millions d'euros</i>	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total
Flux de trésorerie couverts (à recevoir)	131	662	395	1 188
Flux de trésorerie couverts (à payer)	(5)	(12)	0	(17)

▷ Documentation sous IFRS des couvertures de juste valeur et de flux de trésorerie

S'agissant des macro-couvertures gérées par la Gestion actif-passif, les relations de couverture sont documentées dès l'origine et vérifiées trimestriellement par la réalisation de tests prospectifs et rétrospectifs.

A cette fin, les éléments couverts sont échéances par bandes de maturité en utilisant les caractéristiques des contrats ou, pour les postes sans échéances contractuelles - dépôts à vue par exemple - des modèles d'écoulement s'appuyant sur des comportements historiques établis par produit ; la comparaison de cet échéancier avec celui des instruments dérivés permet de vérifier l'efficacité de la couverture.

Couverture de l'investissement net en devise

Pour la gestion du risque de change structurel, les instruments utilisés sont classés dans la catégorie des couvertures d'investissement net en devises (net investment hedge). L'efficacité de ces couvertures est documentée trimestriellement.

■ RISQUES OPÉRATIONNELS

Le risque opérationnel correspond à la possibilité de subir une perte découlant d'un processus interne défaillant ou d'un système

inadéquat, d'une erreur humaine ou d'un événement externe qui n'est pas lié à un risque de crédit, de marchés ou de liquidité.

Gestion des risques opérationnels

Le suivi du dispositif est placé sous la responsabilité de la Direction Risk and Permanent Control et est supervisé par la Direction Générale au travers du volet risque opérationnel du comité de Contrôle interne de Crédit Agricole CIB.

La gestion du risque opérationnel repose tout particulièrement sur un réseau de contrôleurs permanents, assurant également les fonctions de managers des risques opérationnels, couvrant l'ensemble des filiales et des métiers du Groupe, et supervisés par la Direction Risk and Permanent Control.

Le suivi du dispositif est exercé dans le cadre des Comités de Contrôle interne relevant de la compétence de la direction de chaque entité et auxquels sont confiées les fonctions de contrôle du Siège.

Identification et évaluation qualitative des risques

Conformément aux principes en vigueur au sein du groupe Crédit Agricole SA, la Direction Risk and Permanent Control de Crédit Agricole CIB a mis en œuvre un dispositif qualitatif et quantitatif d'identification, d'évaluation, de prévention et de surveillance des risques opérationnels en adéquation avec la réforme Bâle II.

Le processus de cartographie des risques opérationnels s'applique à toutes les entités du groupe. Ces cartographies permettent la surveillance des processus les plus sensibles, la définition de plan d'actions et l'élaboration des plans de contrôles. Elles font l'objet d'une mise à jour annuelle.

Collecte des pertes opérationnelles et remontée des incidents significatifs

Une procédure unifiée de collecte des pertes et de remontée des incidents significatifs a été instaurée sur l'ensemble du périmètre. Les données nécessaires à l'alimentation du modèle interne de calcul de l'allocation des fonds propres économiques (en conformité avec la méthode avancée Bâle II) sont consolidées dans une base unique qui permet de disposer d'un historique de cinq années.

Calcul et allocation des fonds propres économiques

Le calcul des charges en fonds propres est réalisé annuellement au niveau de Crédit Agricole CIB en se fondant sur l'historique des pertes, complété par des scénarios de risques. Il fait ensuite l'objet d'une allocation par lignes de métier de Crédit Agricole CIB Paris et entités.

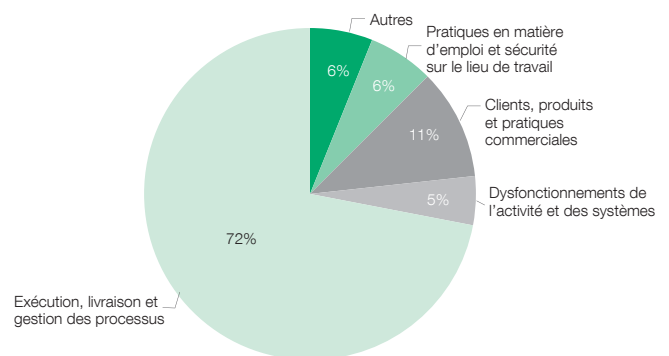
Le calcul de l'exigence en fonds propres se fait en appliquant le modèle interne AMA (Advanced Measurement Approach) du groupe Crédit Agricole sur le périmètre Crédit Agricole CIB, modèle validé fin 2007 par la Commission Bancaire.

Production d'un tableau de bord

La Direction Risk and Permanent Control produit trimestriellement un tableau de bord des risques opérationnels qui met en lumière les faits marquants et l'évolution du coût de ces risques. Ces tableaux de bord reprennent les principales sources de risques (litiges avec la clientèle, gestion des processus relatifs aux opérations de marchés) qui permettent de déterminer les plans d'actions préventives ou correctives.

Données quantitatives

Le graphique ci-dessous fournit la répartition des pertes opérationnelles par nature sur la base des impacts en euros sur les résultats financiers pour la période 2008/1^{er} semestre 2011.



■ RISQUES JURIDIQUES

Les principales procédures judiciaires et fiscales en cours au sein de Crédit Agricole CIB et de ses filiales consolidées par intégration globale sont décrites dans le rapport de gestion pour l'exercice 2010.

Les risques juridiques en cours au 30 juin 2011 susceptibles d'avoir une influence négative sur le patrimoine du Groupe ont fait l'objet de provisions adéquates tenant compte des informations dont dispose la Direction générale.

A ce jour, à la connaissance de Crédit Agricole CIB, il n'existe aucune autre procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage susceptible d'avoir, ou ayant eu récemment, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la société et du groupe Crédit Agricole CIB.

■ RISQUES DE NON-CONFORMITÉ

Le risque de non-conformité concerne le non respect de la réglementation, pouvant entraîner des sanctions pénales, des

sanctions des régulateurs, des contentieux avec les clients et plus largement un risque de réputation.

Gestion du risque de non-conformité

La ligne métier Conformité veille au respect des dispositions législatives et réglementaires et de l'ensemble des règles applicables aux activités de Crédit Agricole CIB. Elle vise à renforcer la confiance des parties prenantes (clients, personnel, investisseurs, régulateurs, fournisseurs) à l'égard de ces règles et de leur mise en œuvre. Ses missions sont doubles :

- protéger le groupe Crédit Agricole CIB contre tout agissement externe potentiellement néfaste ou illicite. Il s'agit notamment de la lutte contre la fraude et de la mission de sécurité financière ; celle-ci repose sur la prévention du blanchiment des capitaux, la lutte contre le financement du terrorisme et la gestion du gel des avoirs et des embargos. La sécurité financière repose sur la connaissance approfondie et permanente des clients ;
- veiller aux intérêts de ses clients et à sa réputation sur les marchés en œuvrant contre les violations des règles de déontologie interne (délit d'initié, fraude interne, conflit d'intérêt, défaut de conseil, etc. ...).

La ligne métier Conformité s'assure par ailleurs de l'efficacité des dispositifs en place. Pour cela, elle :

- traduit les lois et règlements dans les procédures et des manuels de Conformité ;
- assure la formation à la conformité des collaborateurs ;
- donne un avis sur les opérations pour lesquelles elle est sollicitée ;
- contrôle le bon fonctionnement du dispositif.

Indicateurs de risques

L'analyse et le suivi du risque de non-conformité reposent sur un dispositif structuré constitué notamment :

- du dispositif de gouvernance mis en place en matière de conformité ;
- de la cartographie des risques qui permet d'identifier et de coter les risques de non-conformité du Groupe ;
- des reportings qui permettent d'évaluer le dispositif de conformité mondial ;
- des outils utilisés en matière de sécurité financière conçus pour signaler et traiter toute alerte ;
- des outils de surveillance des opérations sensibles ou complexes, ou des opérations de marché spécifiques.

→ PERSPECTIVES SECOND SEMESTRE 2011

Face aux signes visibles de contagion aux deux poids lourds de la zone euro à savoir l'Italie et l'Espagne, l'Europe est allée un cran plus loin lors du sommet exceptionnel du 21 juillet pour tenter de mettre un terme à la crise des dettes souveraines. Reconnaître l'insolvabilité patente de la Grèce et briser le tabou du défaut d'un État-membre de la zone euro semblaient une étape nécessaire pour s'attaquer à la source du problème grec, à savoir son surendettement. La stratégie qui consistait à ré-endetter l'État grec à des conditions punitives est en effet abandonnée au profit d'une thérapie plus adaptée alliant allègement du stock de dette et modalités de refinancement plus souples. Les contribuables européens sont une fois encore mis à contribution, mais les créanciers privés acceptent également de porter une partie de l'ajustement, conscients de leur intérêt à circonscrire la crise grecque.

Il est aussi question d'agir de manière plus préventive afin de sauvegarder l'intégrité de l'Union. Ainsi, le Fonds Européen de Stabilisation Financière (FESF) sera doté d'une plus grande flexibilité. Il est désormais prévu que le fonds puisse exceptionnellement, sur avis de la BCE, intervenir sur le marché secondaire de la dette pour pallier ses dysfonctionnements et ce notamment si la contagion touche l'Italie ou l'Espagne. Les États fondamentalement solvables faisant face à des problèmes temporaires de liquidité (et via ces États, les banques ayant un besoin de recapitalisation) vont pouvoir accéder au fonds européen jusqu'à présent exclusivement réservé aux pays sous programme de la Troïka (UE-BCE-FMI). L'ensemble de ces mesures a pour objectif de stopper les phénomènes de contagion entre États et via le système bancaire selon un schéma circulaire à caractère auto-réalisateur. Cette réponse musclée n'a cependant pas réussi à faire taire les inquiétudes. Face à un regain de tension sur les marchés obligataires et pour enrayer la contagion, la BCE a été contrainte de réactiver en août son programme de rachat de dette en l'étendant à l'Italie et l'Espagne, ce qui a permis de faire refluer les primes de risque. De plus, la mise en place de l'offre d'échanges de titres proposée par les créanciers privés et son corollaire, la mise en défaut temporaire de l'État grec par les agences de notation, créent de la nervosité sur les marchés.

Les États-Unis, pris également au piège de la dette, ont réussi à dépasser leur querelle partisane avec la conclusion d'un accord de dernière minute ouvrant la voie au relèvement du plafond de la dette. Si l'hypothèque du défaut technique est levée, un plan crédible d'ajustement budgétaire à moyen terme manque toujours. S&P a ainsi abaissé la notation des États-Unis d'un cran, à AA+.

Ces doutes sur la capacité des États endettés à redresser la barre alors que la croissance marque le pas a plongé les marchés dans la tourmente au cours de l'été. La croissance reste à juste titre un sujet d'inquiétude. Au deuxième trimestre, l'activité a été

atone des deux côtés de l'Atlantique (1,2 % aux États-Unis et 0,8 % en zone euro en variations trimestrielles annualisées). La deuxième partie de l'année s'annonce également difficile. La disparition des perturbations causées par le tremblement de terre au Japon pourrait certes donner un léger coup de fouet à l'activité industrielle au troisième trimestre. Mais, la traction exercée par la reconstitution des stocks va en s'épuisant et les ressorts domestiques auront bien du mal à prendre le relais dans un contexte de chômage élevé et de montée de l'incertitude. La faiblesse de la croissance devrait laisser peu de place à une franche amélioration de l'emploi et le niveau élevé des prix des matières premières continue de mettre sous pression le budget des ménages. Les États-Unis devraient ainsi rester sur une tendance molle tandis que l'Europe, sous le poids des ajustements budgétaires, devrait continuer à vivre au ralenti. Face à une conjoncture dégradée, la BCE, qui a concédé une nouvelle hausse de taux début juillet, devrait opter pour le statu quo jusqu'en fin d'année. En l'absence de redémarrage de la croissance aux États-Unis, la Fed pourrait, elle, être tentée par un nouveau stimulus sans garantie d'efficacité, le maintien à un haut niveau de l'aversion pour le risque empêchant une bonne transmission de la politique monétaire. Le risque d'une rechute en récession va rester un des thèmes dominants sur les marchés. Les valeurs refuge vont continuer à être prisées, ce qui devrait profiter aux marchés obligataires des États réputés sûrs et limiter la hausse des taux longs sans risque (autour des 3 % des deux côtés de l'Atlantique fin 2011). Le dollar devrait bénéficier par défaut de cet environnement averse au risque (cible de 1,30 pour la parité EUR/USD en décembre).

Pour Crédit Agricole CIB

Les résultats de Crédit Agricole Corporate and Investment Bank au premier semestre ont été en ligne avec les objectifs du plan moyen terme, grâce à une bonne performance de la banque de financement sur toute la période et un excellent premier trimestre de la banque de marchés.

Les tensions sur la dette souveraine et les turbulences de marché qui en ont été la conséquence vont peser sur les activités de banque de financement et de marchés au deuxième semestre.

Les perspectives de croissance des économies mondiales et les mesures prises par les gouvernements à la rentrée seront autant d'indicateurs à suivre pour déterminer le profil de résultat au second semestre.

Dans ce contexte de rareté de ressources, notre plan moyen terme et la focalisation qu'il induit sur nos clients clés constitueront un levier majeur pour l'atteinte de nos objectifs financiers.

2

COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS AU 30 JUIN 2011

examinés par le Conseil d'administration en date du 23 août 2011

CADRE GÉNÉRAL	34
PRÉSENTATION JURIDIQUE DE CRÉDIT AGRICOLE CIB	34
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	35
COMPTE DE RÉSULTAT	35
RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES.....	36
BILAN ACTIF.....	37
BILAN PASSIF	37
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	38
TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE.....	40
NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS	42
NOTE 1 : PRINCIPES ET MÉTHODES APPLICABLES DANS LE GROUPE	42
NOTE 2 : PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION.....	44
NOTE 3 : NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT	46
NOTE 4 : INFORMATIONS SECTORIELLES	52
NOTE 5 : NOTES RELATIVES AU BILAN	54
NOTE 6 : ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE.....	63
NOTE 7 : RECLASSEMENTS D'INSTRUMENTS FINANCIERS	64
NOTE 8 : JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS.....	66
NOTE 9 : ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE	69
NOTE 10 : PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION AU 30 JUIN 2011.....	70
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE	73

Des informations requises par la norme IFRS 7 figurent dans le rapport d'activité (pages 20 à 23) et font partie intégrante des comptes.

Les comptes consolidés sont constitués du cadre général, des états financiers consolidés et des notes annexes aux états financiers.

→ CADRE GÉNÉRAL

■ PRÉSENTATION JURIDIQUE DE CRÉDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK

Dénomination sociale : Crédit Agricole Corporate and Investment Bank.

Noms commerciaux : Crédit Agricole Corporate and Investment Bank - Crédit Agricole CIB - CACIB

Adresse du siège social de la société :

9, quai du Président Paul Doumer
92920 Paris La Défense Cedex - France.

Immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 304 187 701.

Code NAF : 6419 Z (APE)

Forme juridique :

Crédit Agricole Corporate and Investment Bank est une société anonyme de droit français (à Conseil d'administration) régie par les dispositions législatives et réglementaires applicables aux établissements de crédit et aux sociétés anonymes ainsi que par ses statuts.

Capital social :

EUR 6.775.271.784

→ ETATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

■ COMPTE DE RÉSULTAT

<i>en millions d'euros</i>	Notes	30.06.2011	31.12.2010	30.06.2010
Intérêts et produits assimilés	3.1	2 691	5 132	2 606
Intérêts et charges assimilées	3.1	(1 677)	(2 962)	(1 518)
Commissions (produits)	3.2	1 859	3 815	1 940
Commissions (charges)	3.2	(714)	(1 352)	(671)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	3.3	1 022	1 036	550
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	3.4, 5.2	55	65	20
Produits des autres activités	3.5	37	71	30
Charges des autres activités	3.5	(63)	(107)	(34)
PRODUIT NET BANCAIRE		3 210	5 698	2 923
Charges générales d'exploitation	3.6	(1 916)	(3 682)	(1 790)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	3.7	(72)	(153)	(77)
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		1 222	1 863	1 056
Coût du risque	3.8	(214)	(638)	(405)
RESULTAT D'EXPLOITATION		1 008	1 225	651
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		69	139	73
Gains ou pertes nets sur autres actifs	3.9	(6)	(13)	1
Variations de valeur des écarts d'acquisition		0	0	0
RESULTAT AVANT IMPÔT		1 071	1 351	725
Impôts sur les bénéfices		(356)	(309)	(196)
RESULTAT NET		715	1 042	529
Intérêts minoritaires		1	37	21
RESULTAT NET – PART DU GROUPE		714	1 005	508
Résultat de base par action (en euros)	5.10	3,00	4,48	2,27
Résultat dilué par action (en euros)	5.10	3,00	4,48	2,27

■ RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

<i>en millions d'euros</i>	Notes	30.06.2011	31.12.2010	30.06.2010
Résultat net part du groupe		714	1005	508
Gains et pertes sur écarts de conversion		(87)	129	278
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente		(8)	(58)	(37)
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture		(34)	(54)	53
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi		-	(22)	
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du Groupe, hors entités mises en équivalence		(129)	(5)	294
QP gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence ⁽¹⁾		(63)	94	200
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du Groupe	3.10	(192)	89	494
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du Groupe		522	1 094	1 002
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part des minoritaires		(38)	72	103
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		484	1 166	1 105

⁽¹⁾ La «QP gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence» est incluse dans les réserves consolidées de Crédit Agricole CIB.

Les montants sont présentés net d'impôts.

■ BILAN ACTIF

<i>en millions d'euros</i>	Notes	30.06.2011	31.12.2010
Caisse, banques centrales		19 740	19 400
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	5.1	331 058	388 531
Instruments dérivés de couverture		1 151	1 184
Actifs financiers disponibles à la vente	5.2 - 5.4	20 590	19 098
Prêts et créances sur les établissements de crédit	5.3 - 5.4	76 116	71 581
Prêts et créances sur la clientèle	5.3 - 5.4	157 516	157 667
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		22	3
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Actifs d'impôts courants et différés		2 588	4 311
Comptes de régularisation et actifs divers		82 958	50 523
Actifs non courants destinés à être cédés			
Participations dans les entreprises mises en équivalence		1 095	1 103
Immeubles de placement			
Immobilisations corporelles	5.8	708	728
Immobilisations incorporelles	5.8	168	170
Ecarts d'acquisition	2.2	1 902	1 893
TOTAL DE L'ACTIF		695 612	716 192

■ BILAN PASSIF

<i>en millions d'euros</i>	Notes	30.06.2011	31.12.2010
Banques centrales		706	757
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	5.1	333 126	361 185
Instruments dérivés de couverture		1 600	1 273
Dettes envers les établissements de crédit	5.6	73 258	75 339
Dettes envers la clientèle	5.6	137 903	143 489
Dettes représentées par un titre	5.7	54 126	61 925
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		9	20
Passifs d'impôts courants et différés		449	612
Comptes de régularisation et passifs divers		69 702	46 688
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés			
Provisions techniques des contrats d'assurance		6	6
Provisions	5.9	897	916
Dettes subordonnées	5.7	8 055	8 672
Total dettes		679 837	700 882
Capitaux propres			
Capitaux propres part du Groupe		15 128	14 606
Capital et réserves liées		7 513	6 557
Réserves consolidées		6 620	6 634
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		281	410
Résultat de l'exercice		714	1 005
Intérêts minoritaires		647	704
Total Capitaux propres		15 775	15 310
TOTAL DU PASSIF		695 612	716 192

■ TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

en millions d'euros	Capital et réserves liées			Capital et réserves consolidées part du Groupe	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Résultat net part du groupe	Total des capitaux propres part du groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total des capitaux propres consolidés
	Capital	Primes et Réserves consolidées	Élimination des titres auto-détenus						
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2010	6 056	7 011	0	13 067	432	0	13 499	910	14 409
Augmentation de capital				0			0		0
Dividendes versés au 1 ^{er} semestre 2010				0			0	(26)	(26)
Effet des acquisitions / cessions sur les minoritaires				0			0		0
Mouvements liés aux paiements en actions		5		5			5		5
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	0	5	0	5	0	0	5	(26)	(21)
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	0	0	0	0	294	0	294	82	376
Quote-part dans les variations de CP des entreprises associées mises en équivalence		200		200			200		200
Résultat au 1 ^{er} semestre 2010				0		508	508	21	529
Autres variations		1		1			1	0	1
Capitaux propres au 30 juin 2010	6 056	7 217	0	13 273	726	508	14 507	987	15 494
Augmentation de capital				0			0		
Dividendes versés au 2 ^{ème} semestre 2010				0			0	(12)	(12)
Effet des acquisitions / cessions sur les minoritaires				0			0	(240)	(240)
Mouvements liés aux paiements en actions		4		4			4		4
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	0	4	0	4	0	0	4	(252)	(248)
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	0	0	0	0	(299)	0	(299)	(47)	(346)
Quote-part dans les variations de CP des entreprises associées mises en équivalence		(106)		(106)			(106)		(106)
Résultat au 2 ^{ème} semestre 2010				0		497	497	16	513
Autres variations		20		20	(17)		3		3
Capitaux propres au 31 décembre 2010	6 056	7 135	0	13 191	410	1 005	14 606	704	15 310
Affectation du résultat 2010		1 005		1 005		(1 005)			0

en millions d'euros	Capital et réserves liées			Capital et réserves consolidées part du Groupe	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Résultat net part du groupe	Total des capitaux propres part du groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total des capitaux propres consolidés
	Capital	Primes et Réserves consolidées	Élimination des titres auto-détenus						
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2011	6 056	8 140	0	14 196	410	0	14 606	704	15 310
Augmentation de capital ⁽¹⁾	719	236		955			955		955
Dividendes versés au 1 ^{er} semestre 2011		(955)		(955)			(955)	(19)	(974)
Effet des acquisitions / cessions sur les minoritaires				0			0		0
Mouvements liés aux paiements en actions		0		0			0		0
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	719	(719)	0	0	0	0	0	(19)	(19)
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	0	0	0	0	(129)	0	(129)	(39)	(168)
Quote-part dans les variations de CP des entreprises associées mises en équivalence		(63)		(63)			(63)		(63)
Résultat au 1 ^{er} semestre 2011				0		714	714	1	715
Autres variations				0			0		0
Capitaux propres au 30 juin 2011	6 775	7 358	0	14 133	281	714	15 128	647	15 775

⁽¹⁾ Crédit Agricole CIB a procédé à une augmentation de capital pour un montant de 955 millions d'euros dont une prime d'émission de 236 millions d'euros.

Les réserves consolidées sont essentiellement constituées des résultats des exercices antérieurs non distribués, de montants relatifs à la première application des normes IFRS et de retraitements de consolidation.

Les montants sortis des capitaux propres par transfert en compte de résultat et relatifs à des couvertures de flux de trésorerie sont positionnés en Produit Net Bancaire.

■ TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

Le tableau de flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

Les **activités opérationnelles** sont représentatives des activités génératrices de produits du groupe Crédit Agricole CIB. Les flux d'impôts sont présentés en totalité avec les activités opérationnelles.

Les **activités d'investissement** représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, et des immobilisations

corporelles et incorporelles. Les titres de participation stratégiques inscrits dans le portefeuille «actifs financiers disponibles à la vente» sont compris dans ce compartiment.

Les **activités de financement** résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres et les emprunts à long terme.

La notion de **trésorerie nette** comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.

<i>en millions d'euros</i>	1^{er} semestre 2011	1^{er} semestre 2010	2010
Résultat avant impôt	1 071	725	1 351
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	72	77	153
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions	168	(148)	(26)
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	(69)	(73)	(139)
Résultat net des activités d'investissement	8	22	12
Résultat net des activités de financement	132	155	297
Autres mouvements	144	(20)	41
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements	455	13	338
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	(14 618)	2 869	3 675
Flux liés aux opérations avec la clientèle	(4 657)	1 806	10 298
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	22 642	(3 499)	(21 099)
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	(9 915)	(5 310)	2 883
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	12	28	28
Impôts versés	1 204	(263)	(464)
Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	(5 332)	(4 369)	(4 679)
TOTAL Flux nets de trésorerie générés par l'activité OPERATIONNELLE (A)	(3 806)	(3 631)	(2 990)
Flux liés aux participations	15	23	65
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(54)	(52)	(118)
TOTAL Flux net de trésorerie lié aux opérations d'INVESTISSEMENT (B)	(39)	(29)	(53)
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	(15)	(13)	(305)
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	(213)	(78)	(326)
TOTAL Flux net de trésorerie lié aux opérations de FINANCEMENT (C)	(228)	(91)	(631)
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)	(1 057)	2 258	1 460
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B + C + D)	(5 130)	(1 493)	(2 214)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	20 008	22 222	22 222
Solde net des comptes de caisse et banques centrales ⁽¹⁾	18 638	22 286	22 286
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit ⁽²⁾	1 370	(64)	(64)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	14 878	20 729	20 008
Solde net des comptes de caisse et banques centrales ⁽¹⁾	19 030	18 018	18 638
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit ⁽²⁾	(4 152)	2 711	1 370
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE	(5 130)	(1 493)	(2 214)

⁽¹⁾ composé du solde net des postes «caisses et banques centrales», hors intérêts courus.

⁽²⁾ composé du solde des postes «comptes ordinaires débiteurs sains» et «comptes et prêts au jour le jour sains» tels que détaillés en note 5.3 et des postes «comptes ordinaires créditeurs» et «comptes et emprunts au jour le jour» tels que détaillés en note 5.6 (hors intérêts courus).

→ NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

■ NOTE 1 : PRINCIPES ET MÉTHODES APPLICABLES DANS LE GROUPE, JUGEMENTS ET ESTIMATIONS UTILISÉES

Les comptes consolidés intermédiaires résumés de Crédit Agricole CIB au 30 juin 2011 ont été préparés et sont présentés en conformité avec la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire, qui définit le contenu minimum de l'information, et qui identifie les principes de comptabilisation et d'évaluation devant être appliqués à un rapport financier intermédiaire.

Les normes et interprétations utilisées pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires résumés sont identiques à celles utilisées par le groupe Crédit Agricole pour l'élaboration des comptes consolidés au 31 décembre 2010 établis, en application du règlement CE n° 1606/2002, conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC telles qu'adoptées par l'Union européenne (version dite « carve out »), en utilisant donc certaines dérogations dans l'application de la norme IAS 39 pour la comptabilité de macro-couverture.

Par rapport aux états financiers présentés au 30 juin 2010, le Groupe enregistre dorénavant les écarts actuariels relatifs aux ré-

gimes à prestations définies postérieurs à l'emploi dans les autres éléments du résultat global. Il s'agit d'un changement d'option comptable dans le cadre de la mise en œuvre de la norme IAS19 qui a été appliquée pour la première fois dans les états financiers établis au 31 décembre 2010.

Ce changement de méthode comptable n'a pas eu d'impact significatif sur la présentation des états financiers en 2010. En conséquence, l'impact sur les états financiers intermédiaires établis au 30 juin 2010 ne fait pas l'objet d'une communication spécifique.

Ces normes et interprétations ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2011 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2011. Celles-ci portent sur :

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de publication par l'Union européenne	Date de 1ère application obligatoire : exercices ouverts à compter du
Amendement de la norme IAS 32, relatif au classement des émissions de droits de souscription d'actions ;	23 décembre 2009 (UE n° 1293/2009)	1 ^{er} janvier 2011
Amendement des normes IFRS 1, relatif à des exemptions de fournir des informations comparatives sur les instruments financiers pour les premiers adoptants ;	30 juin 2010 (UE n° 574/2010)	1 ^{er} janvier 2011
Amendement de la norme IAS 24, relatif à l'information au titre des parties liées sous forme d'organisme d'Etat ;	19 juillet 2010 (UE n° 632/2010)	1 ^{er} janvier 2011
Amendement de l'interprétation IFRIC 14, relatif à la reconnaissance des actifs de régimes à prestations définies ;	19 juillet 2010 (UE n° 633/2010)	1 ^{er} janvier 2011
Interprétation d'IFRIC 19, relative à l'extinction de passifs financiers avec des instruments de capitaux propres. Cet amendement sera appliqué pour la première fois au 1 ^{er} janvier 2011 ;	23 juillet 2010 (UE n° 662/2010)	1 ^{er} janvier 2011
Amendements portant améliorations annuelles (2008-2010) modifiant les normes et interprétations suivantes : IFRS 1, IFRS 3, IFRS 7, IAS 1, IAS 27, IAS 34, IFRIC13.	18 février 2011 (UE n° 149/2011)	1 ^{er} janvier 2011

L'application de ces nouvelles dispositions n'a pas eu d'impact significatif sur la période.

Les normes et interprétations publiées par l'IASB mais non encore adoptées par l'Union européenne n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de cette adoption et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 30 juin 2011.

Les comptes consolidés intermédiaires résumés sont destinés à actualiser les informations fournies dans les comptes consolidés au 31 décembre 2010 de Crédit Agricole CIB et doivent être lus en complément de ces derniers. Aussi, seules les informations les plus significatives sur l'évolution de la situation financière et des performances de Crédit Agricole CIB sont reproduites dans ces comptes semestriels.

De par leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des comptes consolidés exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur. Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations réalisées pour les instruments financiers évalués à leur juste valeur, les participations non consolidées, les régimes de retraites et autres avantages sociaux futurs ainsi que les plans de stock-options, les dépréciations durables de titres disponibles à la vente et détenus à maturité, les dépréciations de créances irrécouvrables, les provisions, la dépréciation des écarts d'acquisition et les actifs d'impôts différés.

■ NOTE 2 : PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Le périmètre de consolidation et ses évolutions au 30 juin 2011 est présenté de façon détaillée à la fin des notes annexes en note 10.

2.1 Principales opérations externes réalisées au cours du 1^{er} semestre 2011

Aucune opération externe importante n'a eu lieu depuis le 1^{er} janvier 2011.

2.2 Les écarts d'acquisition

<i>en millions d'euros</i>	31.12.2010 BRUT	31.12.2010 NET	Augmentations (Acquisitions)	Diminutions (Cessions)	Pertes de valeur de la période	Ecart de conversion	Autres mouvements	30.06.2011 BRUT	30.06.2011 NET
Banque de financement et d'investissement (hors courtiers)	644	589						644	589
Courtiers Actions	172	172						172	172
Courtiers, autres	661	661				(3)		658	658
Banque privée internationale	471	471	5			7		483	483
TOTAL	1 948	1 893	5	0		4	0	1 957	1 902

2.3 Informations relatives aux parties liées

Les parties liées au groupe Crédit Agricole CIB sont les sociétés du groupe Crédit Agricole S.A, les sociétés du groupe Crédit Agricole CIB intégrées globalement, en proportionnelle ou mises en équivalence, ainsi que les principaux dirigeants du groupe.

Relations avec le groupe Crédit Agricole S.A.

Les encours de bilan et hors bilan restituant les opérations réalisées entre le groupe Crédit Agricole CIB et le reste du groupe Crédit Agricole S.A. sont résumés dans le tableau ci-après :

<i>Encours en millions d'euros</i>	30.06.2011
ACTIF	
Comptes et prêts	23 697
Instruments dérivés de transaction	17 076
PASSIF	
Comptes et emprunts	13 370
Instruments dérivés de transaction	15 649
Dettes subordonnées	7 720
Actions de préférence	550
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	
Autres garanties données	419
Autres garanties reçues	4 454

Les encours de comptes et prêts traduisent les relations de trésorerie existant entre Crédit Agricole CIB et Crédit Agricole S.A.

L'encours des instruments dérivés de transaction est pour l'essentiel représentatif des opérations de couverture de risque de taux du groupe Crédit Agricole pour lesquelles Crédit Agricole CIB assure la relation avec le marché.

L'information relative aux actions de préférence figure en note 5.10.

Relations entre les sociétés consolidées du groupe Crédit Agricole CIB

La liste des sociétés consolidées du groupe Crédit Agricole CIB est présentée en note 10.

Les transactions réalisées entre deux entités intégrées globalement sont totalement éliminées.

Les encours existants en fin de période entre les sociétés consolidées par intégration globale et les sociétés consolidées par intégration proportionnelle, ne sont éliminés qu'à hauteur de la part des tiers associés au groupe. Le solde non éliminé affecte les comptes consolidés de Crédit Agricole CIB. Au 30 juin 2011, les encours avec UBAF et Newedge non éliminés au bilan sont de :

- Prêts et créances sur les établissements de crédit : 612 millions d'euros
- Dettes envers les établissements de crédit : 389 millions d'euros
- Titres donnés en pension livrée : 231 millions d'euros

■ NOTE 3 : NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT

3.1 Produits et charges d'intérêts

<i>en millions d'euros</i>	30.06.2011	31.12.2010	30.06.2010
Sur opérations avec les établissements de crédit	553	905	410
Sur opérations avec la clientèle	1 750	3 469	1 718
Intérêts courus et échus sur actifs financiers disponibles à la vente	235	517	282
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	131	187	174
Sur opérations de location-financement	22	54	22
Produits d'intérêts⁽¹⁾	2 691	5 132	2 606
Sur opérations avec les établissements de crédit	(438)	(823)	(371)
Sur opérations avec la clientèle	(436)	(747)	(361)
Sur dettes représentées par un titre	(483)	(819)	(397)
Sur dettes subordonnées	(132)	(288)	(150)
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	(172)	(246)	(224)
Sur opérations de location-financement	(16)	(39)	(15)
Charges d'intérêts	(1 677)	(2 962)	(1 518)

⁽¹⁾ Dont 56 millions d'euros sur créances dépréciées individuellement au 30 juin 2011 contre 162 millions d'euros au 31 décembre 2010 et 78 millions d'euros au 30 juin 2010.

3.2 Commissions nettes

<i>en millions d'euros</i>	30.06.2011			31.12.2010			30.06.2010		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	22	(15)	7	82	(36)	46	40	(18)	22
Sur opérations avec la clientèle	206	(40)	166	363	(64)	299	194	(30)	164
Sur opérations sur titres (y compris courtage)	569	(282)	287	1 176	(526)	650	554	(217)	337
Sur opérations de change	4	(4)	0	10	(13)	(3)	5	(5)	0
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan (y compris courtage)	827	(327)	500	1 676	(610)	1 066	900	(354)	546
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	190	(40)	150	425	(90)	335	208	(41)	167
Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues	41	(6)	35	83	(13)	70	39	(6)	33
Produits nets des commissions	1 859	(714)	1 145	3 815	(1 352)	2 463	1 940	(671)	1 269

3.3 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

<i>en millions d'euros</i>	30.06.2011	31.12.2010	30.06.2010
Dividendes reçus	281	177	111
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par nature	1 631	150	(65)
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par option	(4)	9	5
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	(887)	700	499
Résultat de la comptabilité de couverture	1	0	0
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	1 022	1 036	550

L'évolution du spread émetteur a engendré un produit en PNB de +37 millions d'euros au 30 juin 2011 contre une charge de -33 millions d'euros au 31 décembre 2010 et un produit en PNB de 55 millions d'euros au 30 juin 2010 sur les émissions structurées évaluées à la juste valeur.

Profit net ou perte nette résultant de la comptabilité de couverture

<i>en millions d'euros</i>	30.06.2011		
	Profits	Pertes	Net
Couvertures de juste valeur			
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	117	(228)	(111)
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)	228	(116)	112
Couvertures de flux de trésorerie			
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			0
Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger			
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers			
Variations de juste valeur des éléments couverts	69	(43)	26
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	43	(69)	(26)
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt			
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace			0
Total résultat de la comptabilité de couverture	457	(456)	1

en millions d'euros	31.12.2010		
	Profits	Pertes	Net
Couvertures de juste valeur			
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	199	(167)	32
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)	167	(199)	(32)
Couvertures de flux de trésorerie			
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			0
Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger			
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers			
Variations de juste valeur des éléments couverts	44	(47)	(3)
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	47	(44)	3
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt			
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace			0
Total résultat de la comptabilité de couverture	457	(457)	0

en millions d'euros	30.06.2010		
	Profits	Pertes	Net
Couvertures de juste valeur			
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	230	(211)	19
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)	211	(230)	(19)
Couvertures de flux de trésorerie			
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			0
Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger			
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers			
Variations de juste valeur des éléments couverts	48	(63)	(15)
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	63	(48)	15
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt			
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace			0
Total résultat de la comptabilité de couverture	552	(552)	0

3.4 Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente

en millions d'euros	30.06.2011	31.12.2010	30.06.2010
Dividendes reçus	37	52	29
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente ⁽¹⁾	24	45	9
Pertes sur titres dépréciés durablement (titres de capitaux propres)	(23)	(12)	(4)
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur prêts et créances	17	(20)	(14)
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	55	65	20

⁽¹⁾ Hors résultat de cession sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés durablement mentionnés en note 3.8.

3.5 Produits et charges nets des autres activités

<i>en millions d'euros</i>	30.06.2011	31.12.2010	30.06.2010
Autres produits nets de l'activité d'assurance	3	6	3
Variation des provisions techniques des contrats d'assurance	0	1	(1)
Produits nets des immeubles de placement	0	0	0
Autres produits (charges) nets	(29)	(43)	(6)
Produits (charges) des autres activités	(26)	(36)	(4)

3.6 Charges générales d'exploitation

<i>en millions d'euros</i>	30.06.2011	31.12.2010	30.06.2010
Charges de personnel	(1 323)	(2 481)	(1 195)
Impôts et taxes	(25)	(35)	(17)
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	(568)	(1 166)	(578)
Charges d'exploitation	(1 916)	(3 682)	(1 790)

Détail des charges de personnel

<i>en millions d'euros</i>	30.06.2011	31.12.2010	30.06.2010
Salaires et traitements ⁽¹⁾	(1 036)	(1 943)	(936)
Autres charges sociales	(252)	(465)	(200)
Intéressement et participation	(19)	(33)	(15)
Impôts et taxes sur rémunération	(16)	(40)	(44)
Total charges de personnel	(1 323)	(2 481)	(1 195)

⁽¹⁾ Dont charges relatives aux paiements à base d'actions pour 54 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011 contre 90,3 millions d'euros au 31 décembre 2010.

Les charges relatives aux paiements à base d'actions comprennent notamment les charges liées à la rémunération variable différée versée à certaines catégories de salariés.

3.7 Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

<i>en millions d'euros</i>	30.06.2011	31.12.2010	30.06.2010
Dotations aux amortissements	(73)	(154)	(78)
- immobilisations corporelles	(48)	(104)	(52)
- immobilisations incorporelles	(25)	(50)	(26)
Dotations aux dépréciations	1	1	1
- immobilisations corporelles	1	1	1
- immobilisations incorporelles	0	0	0
Total	(72)	(153)	(77)

3.8 Coût du risque

<i>en millions d'euros</i>	30.06.2011	31.12.2010	30.06.2010
Dotations aux provisions et aux dépréciations	(319)	(639)	(344)
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe	(2)	(29)	0
Prêts et créances	(309)	(509)	(308)
Autres actifs	0	(2)	(1)
Engagements par signature	(3)	(4)	(5)
Risques et charges	(5)	(95)	(30)
Reprises de provisions et de dépréciations	135	242	133
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe	33	20	0
Prêts et créances	85	133	107
Autres actifs	1	3	2
Engagements par signature	5	12	7
Risques et charges	11	74	17
Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions	(184)	(397)	(211)
Plus ou moins-values de cession réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés durablement	(31)	(19)	0
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	(4)	(151)	(164)
Récupérations sur prêts et créances amortis	12	20	15
Pertes sur engagements par signature	0	(42)	(42)
Autres pertes	(7)	(49)	(3)
Coût du risque	(214)	(638)	(405)

3.9 Gains ou pertes nets sur autres actifs

<i>en millions d'euros</i>	30.06.2011	31.12.2010	30.06.2010
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	0	1	1
Plus-values de cession	0	1	1
Moins-values de cession	0	0	0
Titres de capitaux propres consolidés	(6)	(14)	0
Plus-values de cession	2	5	0
Moins-values de cession	(8)	(19)	0
Gains ou pertes sur autres actifs	(6)	(13)	1

3.10 Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Est présenté ci-dessous le détail des produits et charges comptabilisés de la période, net d'impôts.

en millions d'euros	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				Total des gains / pertes comptabilisés directement en capitaux propres hors QP des entités mises en équivalence	Quote part des gains/pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence	Total
	Liés aux écarts de conversion	Variation de juste valeur des actifs disponibles à la vente	Variation de juste valeur des dérivés de couverture	Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi			
Variation de juste valeur		(7)	(34)		(41)		(41)
Transfert en compte de résultat		(1)			(1)		(1)
Variation de l'écart de conversion	(87)				(87)		(87)
Variation des gains et pertes actuariels sur avantages post emploi				0	0		0
Quote part de gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence							0
Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1^{er} semestre 2011 (part du Groupe)	(87)	(8)	(34)	0	(129)	0	(129)
Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1^{er} semestre 2011 (part minoritaire)	(38)	0	(1)		(39)		(39)
Total gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1^{er} semestre 2011⁽¹⁾	(125)	(8)	(35)	0	(168)	0	(168)

Variation de juste valeur		(41)	(54)		(95)		(95)
Transfert en compte de résultat		(17)			(17)		(17)
Variation de l'écart de conversion	129				129		129
Variation des gains et pertes actuariels sur avantages post emploi				(22)	(22)		(22)
Quote part de gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence						94	94
Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres exercice 2010 (part du Groupe)	129	(58)	(54)	(22)	(5)	94	89
Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres exercice 2010 (part minoritaire)	35	(1)		1	35		35
Total gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres exercice 2010⁽¹⁾	164	(59)	(54)	(21)	30	94	124

Variation de juste valeur		(30)	53		23		23
Transfert en compte de résultat		(7)			(7)		(7)
Variation de l'écart de conversion	278				278		278
Variation des gains et pertes actuariels sur avantages post emploi							
Quote part de gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence						200	200
Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1^{er} semestre 2010 (part du Groupe)	278	(37)	53		294	200	494
Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1^{er} semestre 2010 (part minoritaire)	80		2		82		82
Total gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1^{er} semestre 2010⁽¹⁾	358	(37)	55		376	200	576

⁽¹⁾ Les données «total des gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs disponibles à la vente» se décomposent comme suit :

en millions d'euros	30.06.2011	31.12.2010	30.06.2010
Montant brut	(8)	(60)	(58)
Impôt	-	1	21
Total net	(8)	(59)	(37)

■ NOTE 4 : INFORMATIONS SECTORIELLES

Définition des secteurs d'activité

La définition des métiers de Crédit Agricole CIB est conforme à la nomenclature en usage au sein du groupe Crédit Agricole SA.

Présentation des pôles métiers

Le portefeuille d'activités s'articule autour de cinq pôles.

La banque de financement comprend les métiers de banque commerciale en France et à l'international et de financements structurés : financements de projets, financements aéronautiques, financements maritimes, financements d'acquisition, financements immobiliers, commerce international.

La banque de marchés et d'investissement réunit les activités de

marchés de capitaux (trésorerie, change, commodities, dérivés de taux, marchés de la dette et dérivés actions), celles de banque d'investissement (conseil en fusions & acquisitions et primaire actions) ainsi que les activités de courtage sur actions réalisées par CA Cheuvreux et CLSA et sur futures par Newedge.

Depuis la mise en œuvre du plan de recentrage en septembre 2008, les activités en extinction ont été isolées dans un pôle distinct. Il regroupe les dérivés exotiques actions, les activités de corrélation et les portefeuilles de CDO, CLO, ABS.

Ces trois pôles constituent la quasi-totalité du pôle Banque de Financement et d'Investissement de Crédit Agricole SA.

Crédit Agricole CIB est également présent dans le domaine de la banque privée à l'international au travers de ses implantations en Suisse, au Luxembourg, à Monaco, en Espagne et au Brésil.

La gestion pour compte propre et divers reprend les éléments non opérationnels des métiers précédents.

Informations sectorielles par pôle d'activité

Les transactions entre les secteurs opérationnels sont conclues à des conditions de marché.

en millions d'euros	30.06.2011						
	Banque de Financement	Banque de Marchés et d'Investissement	Activités en extinction	Total Banque de Financement et d'Investissement	Banque Privée à l'international	Gestion pour compte propre & Divers	Total
Produit net bancaire	1 290	1 624	3	2 917	293		3 210
Charges de fonctionnement	(451)	(1 276)	(50)	(1 777)	(211)		(1 988)
Résultat brut d'exploitation	839	348	(47)	1 140	82	0	1 222
Coût du risque	(130)	(6)	(78)	(214)	0		(214)
Résultat d'exploitation	709	342	(125)	926	82	0	1 008
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	69	(1)		68	1		69
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(8)	2		(6)	0,00		(6)
Résultat avant impôt	770	343	(125)	988	83	0	1 071
Impôts sur les bénéfices	(262)	(114)	42	(334)	(15)	(7)	(356)
Résultat net de l'exercice	508	229	(83)	654	68	(7)	715
Intérêts minoritaires	5	(1)		4	(5)		(1)
Résultat net part du Groupe	513	228	(83)	658	63	(7)	714

<i>en millions d'euros</i>	31.12.2010						
	Banque de Financement	Banque de Marchés et d'Investissement	Activités en extinction	Total Banque de Financement et d'Investissement	Banque Privée à l'international	Gestion pour compte propre & Divers	Total
Produit net bancaire	2 657	2 880	(374)	5 163	541	(6)	5 698
Charges de fonctionnement	(832)	(2 501)	(108)	(3 441)	(385)	(9)	(3 835)
Résultat brut d'exploitation	1 825	379	(482)	1 722	156	(15)	1 863
Coût du risque	(164)	(118)	(340)	(622)	(16)		(638)
Résultat d'exploitation	1 661	261	(822)	1 100	140	(15)	1 225
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	138	1		139			139
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(6)			(6)	(7)		(13)
Résultat avant impôt	1 793	262	(822)	1 233	133	(15)	1 351
Impôts sur les bénéfices	(456)	(84)	265	(275)	(25)	(9)	(309)
Résultat net de l'exercice	1 337	178	(557)	958	108	(24)	1 042
Intérêts minoritaires	(23)	(6)		(29)	(8)		(37)
Résultat net part du Groupe	1 314	172	(557)	929	100	(24)	1 005

<i>en millions d'euros</i>	30.06.2010						
	Banque de Financement	Banque de Marchés et d'Investissement	Activités en extinction	Total Banque de Financement et d'Investissement	Banque Privée à l'international	Gestion pour compte propre & Divers	Total
Produit net bancaire	1 287	1 671	(303)	2 655	271	(3)	2 923
Charges de fonctionnement	(412)	(1 208)	(52)	(1 672)	(190)	(5)	(1 867)
Résultat brut d'exploitation	875	463	(355)	983	81	(8)	1 056
Coût du risque	(157)	(28)	(216)	(401)	(4)		(405)
Résultat d'exploitation	718	435	(571)	582	77	(8)	651
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	72	1		73			73
Gains ou pertes nets sur autres actifs	1			1			1
Résultat avant impôt	791	436	(571)	656	77	(8)	725
Impôts sur les bénéfices	(221)	(137)	181	(177)	(14)	(5)	(196)
Résultat net de l'exercice	570	299	(390)	479	63	(13)	529
Intérêts minoritaires	(14)	(3)		(17)	(4)		(21)
Résultat net part du Groupe	556	296	(390)	462	59	(13)	508

■ NOTE 5 : NOTES RELATIVES AU BILAN

5.1 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

<i>en millions d'euros</i>	30.06.2011	31.12.2010
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	330 953	388 407
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	105	124
Valeur au bilan	331 058	388 531
Dont titres prêtés	2 172	2 999

Actifs financiers détenus à des fins de transaction

<i>en millions d'euros</i>	30.06.2011	31.12.2010
Créances sur la clientèle ⁽¹⁾	278	435
Titres reçus en pension livrée	48 872	54 560
Titres détenus à des fins de transaction	66 845	82 212
- Effets publics et valeurs assimilées	33 221	33 601
- Obligations et autres titres à revenu fixe ⁽²⁾	17 597	31 839
- Actions et autres titres à revenu variable ⁽³⁾	16 027	16 772
Instruments dérivés	214 958	251 200
Valeur au bilan	330 953	388 407

⁽¹⁾ Dont crédits en cours de syndication.

⁽²⁾ Y compris les OPCVM monétaires et obligataires.

⁽³⁾ Y compris les OPCVM actions.

Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

<i>en millions d'euros</i>	30.06.2011	31.12.2010
Titres à la juste valeur par résultat sur option	105	124
- Obligations et autres titres à revenu fixe ⁽¹⁾	15	16
- Actions et autres titres à revenu variable ⁽²⁾	90	108
Valeur au bilan	105	124

⁽¹⁾ Y compris les OPCVM monétaires et obligataires.

⁽²⁾ Y compris les OPCVM actions.

Passifs financiers à la juste valeur par résultat

<i>en millions d'euros</i>	30.06.2011	31.12.2010
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	333 126	361 185
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	0	0
Valeur au bilan	333 126	361 185

Passifs financiers détenus à des fins de transaction

<i>en millions d'euros</i>	30.06.2011	31.12.2010
Titres vendus à découvert	26 251	25 486
Titres donnés en pension livrée	56 699	31 828
Dettes représentées par un titre	32 620	56 321
Instruments dérivés	217 556	247 550
Valeur au bilan	333 126	361 185

5.2 Gains et pertes latents sur actifs financiers disponibles à la vente

<i>en millions d'euros</i>	30.06.2011			31.12.2010		
	Juste valeur	Gains comptabilisés directement en capitaux propres	Pertes comptabilisées directement en capitaux propres	Juste valeur	Gains comptabilisés directement en capitaux propres	Pertes comptabilisées directement en capitaux propres
Effets publics et valeurs assimilées	9 722	2	78	8 486	5	66
Obligations et autres titres à revenu fixe	9 553	61	67	9 242	85	93
Actions et autres titres à revenu variable	531	121	14	561	120	17
Titres de participation non consolidés	784	144	6	809	147	11
Total des titres disponibles à la vente	20 590	328	165	19 098	357	187
Créances disponibles à la vente	0	0	0	0	0	0
Total des créances disponibles à la vente	0	0	0	0	0	0
Valeur au bilan des actifs financiers disponibles à la vente	20 590	328	165	19 098	357	187
Impôts		(68)	(48)		(73)	(53)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs financiers disponibles à la vente (net d'impôts)	20 590	260	117	19 098	284	134

5.3 Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle

Prêts et créances sur les établissements de crédit

<i>en millions d'euros</i>	30.06.2011	31.12.2010
Comptes et prêts		
Comptes et prêts	38 204	29 813
<i>dont comptes ordinaires débiteurs sains</i>	6 234	5 431
<i>dont comptes et prêts au jour le jour sains</i>	3 371	5 902
Titres reçus en pension livrée	37 905	41 751
Prêts subordonnés	27	27
Titres non cotés sur un marché actif	361	376
Autres prêts et créances	3	3
Total	76 500	71 970
Créances rattachées	147	148
Dépréciations	(531)	(537)
Valeur au bilan	76 116	71 581

Prêts et créances sur la clientèle

<i>en millions d'euros</i>	30.06.2011	31.12.2010
Opérations avec la clientèle		
Créances commerciales	10 682	9 934
Autres concours à la clientèle	98 081	101 103
Titres reçus en pension livrée	37 649	35 187
Prêts subordonnés	542	450
Titres non cotés sur un marché actif	6 893	7 950
Avances en comptes courants d'associés	54	53
Comptes ordinaires débiteurs	6 527	5 980
Total	160 428	160 657
Créances rattachées	484	534
Dépréciations	(3 735)	(3 875)
Valeur nette	157 177	157 316
Opérations de location financement		
Location-financement immobilier	336	349
Total	336	349
Créances rattachées	3	2
Valeur nette	339	351
Valeur au bilan	157 516	157 667

Créances apportées en garantie :

Au cours du premier semestre 2011, Crédit Agricole CIB a apporté 5 994 millions d'euros de créances en garantie dans le cadre de la participation du Groupe Crédit Agricole aux refinancements accordés par la Société de Financement de l'Economie Française (SFEF), contre 5 719 millions d'euros en 2010. Crédit Agricole CIB conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

Par ailleurs, au cours du premier semestre 2011, Crédit Agricole CIB a apporté 4 135 millions d'euros de créances à la Banque de France dans le cadre de son refinancement.

Au 30 juin 2011, Crédit Agricole CIB n'a effectué aucun tirage des lignes de refinancement ainsi obtenues auprès de la Banque de France.

Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par agent économique

en millions d'euros	30.06.2011				
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	Total
Administrations centrales	5 480	83	(81)	(25)	5 374
Banques centrales	4 942	0	0	0	4 942
Établissements de crédit	71 558	502	(475)	0	71 083
Institutions non établissements de crédit	43 994	749	(470)	(991)	42 533
Grandes entreprises	104 622	1 665	(768)	(1 219)	102 635
Clientèle de détail	6 668	799	(44)	0	6 624
Total⁽¹⁾	237 264	3 798	(1 838)	(2 235)	233 191
Créances rattachées nettes					441
Valeurs au bilan					233 632

⁽¹⁾ Dont encours clientèle sains restructurés (non dépréciés) pour 1 146 millions d'euros.

en millions d'euros	31.12.2010				
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	Total
Administrations centrales	6 427	82	(80)	(28)	6 319
Banques centrales	12 109	0	0	0	12 109
Établissements de crédit	59 861	541	(481)	0	59 380
Institutions non établissements de crédit	37 601	765	(491)	(905)	36 205
Grandes entreprises	110 310	2 263	(952)	(1 204)	108 154
Clientèle de détail	6 668	901	(60)	0	6 608
Total⁽¹⁾	232 976	4 552	(2 064)	(2 137)	228 775
Créances rattachées nettes					473
Valeurs au bilan					229 248

⁽¹⁾ Dont encours clientèle sains restructurés (non dépréciés) pour 770 millions d'euros.

5.4 Dépréciations inscrites en déduction d'actifs financiers

en millions d'euros	31.12.2010	Variations de périmètre	Dotations	Reprises et utilisations	Ecart de conversion	Autres mouvements	30.06.2011
Créances sur les établissements de crédit	537	0	32	(5)	(33)	0	531
Créances sur la clientèle	3 875	1	343	(262)	(195)	(27)	3 735
<i>dont dépréciations collectives</i>	2 137	0	209	0	(111)	0	2 235
Actifs disponibles à la vente	517	4	25	(50)	(18)	0	478
Autres actifs financiers	28	0	8	(3)	0	0	33
Total des dépréciations d'actifs financiers	4 957	5	408	(320)	(246)	(27)	4 777

5.5 Exposition au risque souverain

Compte-tenu du contexte économique de l'arrêté des comptes au 30 juin 2011, caractérisé par une crise des finances publiques de certains pays de la zone euro, le tableau ci-dessous présente

l'exposition du groupe Crédit Agricole CIB au risque souverain sur ces pays : la Grèce, le Portugal, l'Irlande, l'Italie et l'Espagne.

Dettes souveraines - Expositions nettes

en millions d'euros	Expositions nettes Activité Banque				Total Activité Banque
	dont portefeuille bancaire			Dont portefeuille de négociation (hors dérivés)	
	Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	Actifs financiers disponibles à la vente	Prêts et Créances		
Grèce <i>Dont échéance antérieure à 2020</i>					
Irlande		120			120
Portugal		328		169	497
Italie		1 072	200	878	2 150
Espagne		765		29	794
Total général		2 285	200	1 076	3 561

Pour l'activité bancaire, les informations sont présentées selon la méthodologie qui a été retenue pour réaliser les stress tests à la demande de l'ABE (Autorité Bancaire Européenne), soit une exposition nette de dépréciation et de couverture du risque de contrepartie.

La politique de solidarité européenne a conduit à définir un dispositif de soutien à la Grèce, au Portugal et à l'Irlande.

En l'absence de situation de défaut et compte-tenu des plans mis en place, aucun de ces titres n'a fait l'objet de dépréciation.

Dette souveraine - Maturité (portefeuille bancaire)

<i>en millions d'euros</i>	Maturité résiduelle	Expositions nettes
Grèce	Avant 2020	
	Après 2020	
	Total	
Irlande	Un an	
	Deux ans	
	Trois ans	120
	Cinq ans	
	Dix ans et plus	
Total	120	
Portugal	Un an	204
	Deux ans	
	Trois ans	124
	Cinq ans	
	Dix ans et plus	
Total	328	
Italie	Un an	868
	Deux ans	306
	Trois ans	98
	Cinq ans	
	Dix ans et plus	
Total	1 272	
Espagne	Un an	522
	Deux ans	243
	Trois ans	
	Cinq ans	
	Dix ans et plus	
Total	765	
Total général		2 485

5.6 Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Dettes envers les établissements de crédit

<i>en millions d'euros</i>	30.06.2011	31.12.2010
Comptes et emprunts	51 485	55 960
<i>dont comptes ordinaires créditeurs</i>	4 690	4 229
<i>dont comptes et emprunts au jour le jour</i>	9 067	5 734
Titres donnés en pension livrée	21 709	19 312
Total	73 194	75 272
Dettes rattachées	64	67
Valeur au bilan	73 258	75 339

Dettes envers la clientèle

<i>en millions d'euros</i>	30.06.2011	31.12.2010
Comptes ordinaires créditeurs	30 290	29 829
Autres dettes envers la clientèle	64 565	73 317
Titres donnés en pension livrée	42 893	40 172
Total	137 748	143 318
Dettes rattachées	155	171
Valeur au bilan	137 903	143 489

5.7 Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

<i>en millions d'euros</i>	30.06.2011	31.12.2010
Dettes représentées par un titre		
Bons de caisse	38	39
Titres de créances négociables	53 983	61 820
Emprunts obligataires	15	17
Autres dettes représentées par un titre	28	1
Total	54 064	61 877
Dettes rattachées	62	48
Valeur au bilan	54 126	61 925
Dettes subordonnées		
Dettes subordonnées à durée déterminée	3 543	3 717
Dettes subordonnées à durée indéterminée	4 434	4 797
Total	7 977	8 514
Dettes rattachées	78	158
Valeur au bilan	8 055	8 672

5.8 Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)

<i>en millions d'euros</i>	31.12.2010	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions, regroupements d'entreprises)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	30.06.2011
Immobilisations corporelles d'exploitation							
Valeur brute	1 635	1	27	(15)	(18)	(1)	1 629
Amortissements et Dépréciations ⁽¹⁾	(907)	(1)	(48)	15	19	1	(921)
Valeur au bilan	728	0	(21)	0	1	0	708
Immobilisations incorporelles							
Valeur brute	530	1	28	(2)	(14)	1	544
Amortissements et Dépréciations	(360)	0	(25)	2	9	(2)	(376)
Valeur au bilan	170	1	3	0	(5)	(1)	168

⁽¹⁾ Y compris amortissements sur immobilisations données en location simple.

5.9 Provisions

<i>en millions d'euros</i>	31.12.2010	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres mouvements	30.06.2011
Risques d'exécution des engagements par signature	13	0	3	0	(5)	(1)	0	10
Engagements sociaux (retraites) et assimilés	403	1	16	(46)	(9)	(4)	0	361
Litiges divers	450	0	5	(3)	(11)	(5)	22	458
Autres risques	50	0	61	(1)	(17)	(3)	(22)	68
Total	916	1	85	(50)	(42)	(13)	0	897

5.10 Capitaux propres

Composition du capital au 30 juin 2011

Au 30 juin 2011, la répartition du capital et des droits de vote est la suivante :

Actionnaires de Crédit Agricole CIB	Nombre d'actions au 30.06.2011	% du capital	% des droits de vote
Crédit Agricole S.A.	244 236 706	97,33%	97,33%
SACAM développement ⁽²⁾	5 596 561	2,23%	2,23%
Delfinances ⁽¹⁾	1 102 707	0,44%	0,44%
Personnes physiques	18	ns	ns
Total	250 935 992	100,00%	100,00%

⁽¹⁾ détenu par le groupe Crédit Agricole S.A.

⁽²⁾ détenu par le groupe Crédit Agricole.

La valeur nominale des actions est de 27 euros. Ces actions sont entièrement libérées.

Actions de préférence

Entité émettrice	Date d'émission	Montant de l'émission en millions de dollars	30.06.2011 en millions d'euros	31.12.2010 en millions d'euros
Crédit Agricole CIB Preferred Funding LLC	décembre 98	230	159	172
Crédit Agricole CIB Preferred Funding II LLC	juin 02	320	221	239
		550	380	411

Résultat par action

	30.06.2011	31.12.2010
Résultat net part du Groupe de la période (en millions d'euros)	714	1 005
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période	237 606 975	224 277 957
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le calcul du résultat dilué par action	237 606 975	224 277 957
Résultat de base par action (en euros)	3,00	4,48
Résultat dilué par action (en euros)	3,00	4,48

Dividendes

Année de rattachement du dividende	Montant net en millions d'euros
2006	2 049
2007	
2008	
2009	
2010	
2011	955

Au titre de l'exercice 2011, l'Assemblée Générale de Crédit Agricole CIB S.A. a voté une résolution pour proposer que le dividende de 955 millions d'euros soit versé sous forme d'actions.

En 2007, 2008, 2009 et 2010 aucun dividende n'a été versé.

■ NOTE 6 : ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

Engagements donnés et reçus

<i>en millions d'euros</i>	30.06.2011	31.12.2010
ENGAGEMENTS DONNÉS	163 624	159 636
Engagements de financement	120 426	115 736
• Engagements en faveur d'établissements de crédit	13 251	13 932
• Engagements en faveur de la clientèle	107 175	101 804
Ouverture de crédits confirmés	106 623	101 268
- Ouverture de crédits documentaires	11 165	11 824
- Autres ouvertures de crédits confirmés	95 458	89 444
Autres engagements en faveur de la clientèle	552	536
Engagements de garantie	43 198	43 900
• Engagements d'ordre d'établissements de crédit	8 905	6 136
Confirmations d'ouverture de crédits documentaires	2 702	2 598
Autres garanties	6 204	3 538
• Engagements d'ordre de la clientèle	34 292	37 764
Cautions immobilières	1 693	2 336
Garanties financières	6 178	6 923
Autres garanties d'ordre de la clientèle	26 421	28 505
ENGAGEMENTS REÇUS	144 867	147 906
Engagements de financement	17 997	27 214
• Engagements reçus d'établissements de crédit	17 261	20 491
• Engagements reçus de la clientèle	736	6 723
Engagements de garantie	126 870	120 692
• Engagements reçus d'établissements de crédit	12 018	10 580
• Engagements reçus de la clientèle	114 852	110 112
Garanties reçues des administrations publiques et assimilées	21 987	22 648
Autres garanties reçues	92 865	87 464

■ NOTE 7 : RECLASSEMENTS D'INSTRUMENTS FINANCIERS

Conformément à l'amendement de la norme IAS 39 publié et adopté par l'Union européenne en octobre 2008, il est désormais autorisé d'opérer les reclassements suivants :

- des catégories « actifs financiers détenus à des fins de transaction » et « actifs financiers disponibles à la vente » vers la catégorie « prêts et créances », si l'entité a désormais l'intention et la capacité de conserver l'actif financier concerné dans un avenir prévisible ou jusqu'à l'échéance et si les critères d'éligibilité à cette catégorie sont respectés à la date de transfert (notamment actif financier non coté sur un marché actif) ;
- dans le cas de circonstances rares et documentées, de la catégorie « actifs financiers détenus à des fins de transaction » vers les catégories « actifs financiers disponibles à la vente » ou « actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance », si les critères d'éligibilité sont respectés à la date de transfert pour chacun de ces deux postes.

Principes retenus par Crédit Agricole CIB

Les reclassements hors de la catégorie « actifs financiers détenus à des fins de transaction », ont été décidés puis réalisés dans le respect des conditions fixées par l'amendement IAS 39 adopté par l'Union européenne le 15 octobre 2008. Ils ont été inscrits dans leur nouvelle catégorie comptable pour leur juste valeur à la date du reclassement.

Reclassements effectués par Crédit Agricole CIB

En application de l'amendement de la norme IAS 39 publié et adopté par l'Union Européenne en octobre 2008, Crédit Agricole CIB a réalisé en 2011, comme elle l'avait fait au cours des exercices précédents, des reclassements tels que permis par l'amendement de la norme IAS 39. Les informations sur ces reclassements sont données ci-dessous.

■ Nature, justification et montant des reclassements opérés

Crédit Agricole CIB a opéré au cours du 1^{er} semestre 2011 des reclassements des catégories « actifs financiers à la juste valeur par résultat » vers la catégorie « prêts et créances » pour les actifs financiers pour lesquels Crédit Agricole CIB a changé d'intention de gestion, qui est désormais de conserver ces actifs financiers dans un avenir prévisible, et non plus de les céder à court terme.

Ces reclassements opérés au cours de la période concernent des opérations de syndication.

Pour les actifs reclassés au cours du 1^{er} semestre 2011, le tableau ci-dessous reprend leur valeur en date de reclassement ainsi que leur valeur à la clôture. De même est repris la valeur au 30 juin 2011 des actifs reclassés antérieurement et toujours à l'actif de Crédit Agricole CIB à cette date.

en millions d'euros	Total actifs reclassés		Actifs reclassés en 2011			Actifs reclassés antérieurement		Actifs reclassés antérieurement	
	Valeur au bilan 30.06.2011	Valeur de marché estimée 30.06.2011	Valeur de reclassement	Valeur au bilan 30.06.2011	Valeur de marché estimée 30.06.2011	Valeur au bilan 30.06.2011	Valeur de marché estimée 30.06.2011	Valeur au bilan 31.12.2010	Valeur de marché estimée 31.12.2010
Actifs financiers à la juste valeur par résultat transférés en prêts et créances	6 448	5 981	9	9	9	6 439	5 972	7 647	7 061

■ Variation de juste valeur comptabilisée en résultat relative aux actifs reclassés

La variation de juste valeur comptabilisée en résultat relative aux actifs reclassés au cours du 1^{er} semestre 2011 est reprise dans le tableau ci-dessous.

	Variation de juste valeur comptabilisée	
	En 2011, à la date de reclassement	En 2010
Actifs financiers à la juste valeur par résultat transférés en prêts et créances	-	-

■ Contribution des actifs transférés au résultat depuis le reclassement

L'impact en résultat des actifs transférés se décompose comme suit :

en millions d'euros	Impact résultat avant impôt, depuis le reclassement							
	Actifs reclassés au 1 ^{er} semestre 2011		Actifs reclassés antérieurement					
	Impact 30.06.2011		Impact cumulé au 31.12.2010		Impact 1 ^{er} semestre 2011		Impact cumulé 30.06.2011	
	Produits et charges réellement comptabilisés	Si l'actif avait été conservé dans son ancienne catégorie (variation de juste valeur)	Produits et charges réellement comptabilisés	Si l'actif avait été conservé dans son ancienne catégorie (variation de juste valeur)	Produits et charges réellement comptabilisés	Si l'actif avait été conservé dans son ancienne catégorie (variation de juste valeur)	Produits et charges réellement comptabilisés	Si l'actif avait été conservé dans son ancienne catégorie (variation de juste valeur)
Actifs financiers à la juste valeur par résultat transférés en prêts et créances	-	-	28	(598)	123	232	151	(366)

■ Informations complémentaires

A la date de reclassement, les actifs financiers reclassés sur 2011 présentent des taux d'intérêts effectifs compris entre 1,92% et 2,88% avec les flux de trésorerie futurs non actualisés estimés à 9 millions d'euros.

■ NOTE 8 : JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur d'un instrument financier est le montant pour lequel un actif pourrait être échangé ou une dette réglée entre des parties avisées, consentantes dans une transaction conclue à des conditions normales.

Les montants de juste valeur indiqués ci-dessous représentent les estimations effectuées à la date d'arrêt. Celles-ci sont susceptibles de changer dans d'autres périodes en raison de l'évolution des conditions de marché ou d'autres facteurs.

Les calculs effectués représentent la meilleure estimation qui puisse être faite. Elle se base sur un certain nombre d'hypothèses.

Dans la mesure où ces modèles présentent des incertitudes, les justes valeurs retenues peuvent ne pas se matérialiser lors de la vente réelle ou le règlement immédiat des instruments financiers concernés.

Dans la pratique, et dans une logique de continuité de l'activité, l'ensemble de ces instruments financiers pourrait ne pas faire l'objet d'une réalisation immédiate pour la valeur estimée ci-dessous.

8.1 Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti

en millions d'euros	30.06.2011		31.12.2010	
	Valeur au bilan	Valeur de marché estimée	Valeur au bilan	Valeur de marché estimée
Actifs				
Prêts et créances sur les établissements de crédit	76 116	76 115	71 581	71 581
Prêts et créances sur la clientèle	157 516	157 014	157 667	156 962
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance				
Passifs				
Dettes envers les établissements de crédit	73 258	73 258	75 339	75 339
Dettes envers la clientèle	137 903	137 903	143 489	143 489
Dettes représentées par un titre	54 126	54 109	61 925	61 907
Dettes subordonnées	8 055	8 055	8 672	8 672

Dans un certain nombre de cas, les valeurs de marché se rapprochent de la valeur comptable. Il s'agit notamment :

- des actifs ou passifs à taux variables pour lesquels les changements d'intérêts n'ont pas d'influence notable sur la juste valeur, car les taux de ces instruments s'ajustent fréquemment aux taux du marché ;

- des actifs ou passifs à court terme pour lesquels nous considérons que la valeur de remboursement est proche de la valeur de marché ;
- des passifs exigibles à vue ;
- des opérations pour lesquelles il n'existe pas de données fiables observables.

8.2 Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur

Répartition des instruments financiers à la juste valeur par modèle de valorisation

■ Actifs financiers valorisés à la juste valeur

Les montants présentés sont y compris créances rattachées et nets de dépréciation.

<i>en millions d'euros</i>	Total 30.06.2011	prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3	Total 31.12.2010	prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	330 953	69 027	255 602	6 324	388 407	84 938	295 067	8 402
Créances sur la clientèle	278		278		435		435	
Titres reçus en pension livrée	48 872		48 872		54 560		54 560	
Titres détenus à des fins de transaction	66 845	62 113	3 693	1 039	82 212	79 472	1 529	1 211
<i>Effets publics et valeurs assimilées</i>	33 221	33 221			33 601	33 601		
<i>Obligations et autres titres à revenu fixe</i>	17 597	13 606	2 952	1 039	31 839	29 135	1 493	1 211
<i>Actions et autres titres à revenu variable</i>	16 028	15 286	742		16 772	16 736	36	
Instruments dérivés	214 958	6 914	202 759	5 285	251 200	5 466	238 543	7 191
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	105		105		124	16	108	
Titres à la juste valeur par résultat sur option	105		105		124	16	108	
<i>Effets publics et valeurs assimilées</i>								
<i>Obligations et autres titres à revenu fixe</i>	15		15		16	16		
<i>Actions et autres titres à revenu variable</i>	90		90		108		108	
Actifs financiers disponibles à la vente	20 590	16 919	3 671		19 098	16 860	2 238	
Effets publics et valeurs assimilées	9 722	9 722			8 486	8 486		
Obligations et autres titres à revenu fixe	9 553	6 729	2 824		8 242	7 976	1 266	
Actions et autres titres à revenu variable	1 315	468	847		1 370	398	972	
Instruments dérivés de couverture	1 151		1 151		1 184		1 184	
Total actifs financiers valorisés à la juste valeur	352 799	85 946	260 529	6 324	408 813	101 814	298 597	8 402

■ Passifs financiers valorisés à la juste valeur

Les montants présentés sont y compris dettes rattachées.

<i>en millions d'euros</i>	Total 30.06.2011	prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3	Total 31.12.2010	prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	333 126	6 618	323 406	3 102	361 185	5 589	351 656	3 940
Titres vendus à découvert	26 251		26 251		25 486		25 486	
Titres donnés en pension livrée	56 699		56 699		56 321		56 321	
Dettes représentées par un titre	32 620		32 620		31 828		31 828	
Instruments dérivés	217 556	6 618	207 836	3 102	247 550	5 589	238 021	3 940
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option								
Instruments dérivés de couverture	1 600	2	1 598		1 273		1 273	
Total passifs financiers valorisés à la juste valeur	334 726	6 620	325 004	3 102	362 458	5 589	352 929	3 940

Changements de modèle de valorisation

Compte tenu de l'indisponibilité de certains prix sur le marché, nous effectuons des transferts du niveau 1 vers le niveau 2 de

juste valeur pour certains titres obligataires de la catégorie « Actifs financiers disponibles à la vente ».

8.3 Evaluation de l'impact de la prise en compte de la marge à l'origine

<i>en millions d'euros</i>	30.06.2011	31.12.2010
Marge différée au 1^{er} janvier	241	297
Marge différée générée par les nouvelles transactions de l'année	10	51
Comptabilisé en résultat durant la période		
Amortissement et transactions annulées/remboursées/échues	(49)	(107)
Effet des paramètres ou produits devenus observables pendant l'année		
Marge différée en fin de période	202	241

■ NOTE 9 : ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA FIN DE LA PÉRIODE INTERMÉDIAIRE

Signature d'un accord de partenariat avec CITIC Securities

Un accord de partenariat a été trouvé le 9 juin 2011 par lequel Citic Securities (CITICS), la banque d'investissement du conglomérat chinois Citic, va devenir actionnaire minoritaire de CLSA et de Crédit Agricole Cheuvreux, les deux courtiers de Crédit Agricole CIB, avec des participations de 19,9% à leur capital. Crédit Agricole CIB cèdera ces participations à CITICS pour un montant total de 374 millions de dollars et conservera le contrôle de CLSA et de Cheuvreux. Sous réserve de l'approbation des autorités de tutelle compétentes et des instances représentatives du personnel, ces sociétés seront rapprochées d'ici à la fin de l'année 2011

pour créer une nouvelle entité. Ainsi, la clôture de l'opération devrait intervenir avant le 31 décembre 2011.

Cet accord est le fruit de discussions menées depuis l'annonce conjointe faite en mai 2010 de l'entrée en négociation exclusive entre les deux groupes. Ces discussions visaient à explorer la possibilité de créer une plate-forme globale de courtage institutionnel ainsi qu'une banque d'investissement dédiée à la zone Asie-Pacifique.

■ NOTE 10 : PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION AU 30 JUIN 2011

Liste des filiales, coentreprises et entreprises associées	Implantation	(a)	Méthode	% de contrôle		% d'intérêt	
				30.06. 2011	31.12. 2010	30.06. 2011	31.12. 2010
Société mère							
Crédit Agricole CIB (SA)	France		mère	100,00	100,00	100,00	100,00
Etablissements bancaires et financiers							
Banco Crédit Agricole Brasil SA	Brésil		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Banque Saudi Fransi - BSF	Arabie Saoudite		mise en équivalence	31,11	31,11	31,11	31,11
Calyon Algérie	Algérie		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole CIB Australia Limited	Australie		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole CIB China Limited	Chine		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole CIB Merchant Bank Asia Ltd	Singapour		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole CIB Services Private Limited	Inde		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole CIB ZAO Russia	Russie		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole Luxembourg	Luxembourg		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole Suisse	Suisse		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole Suisse (Bahamas)	Bahamas		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole Yatirim Bankasi Turk AS	Turquie		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Foncier de Monaco	Monaco		intégration globale	70,13	70,13	68,95	68,95
Finanziaria Indosuez International Ltd	Suisse		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
LF Investments LP	Etats-Unis	D 1	intégration globale	0,00	99,00	0,00	99,00
Newedge (groupe)	France		intégration proportionnelle	50,00	50,00	50,00	50,00
PJSC Crédit Agricole CIB Ukraine	Ukraine		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
UBAF	France		intégration proportionnelle	47,01	47,01	47,01	47,01
Sociétés de bourse							
Cheuvreux/CLSA/Global Portfolio Trading Pte Ltd.	Singapour		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
CLSA B.V.	Hong Kong		intégration globale	100,00	100,00	98,88	98,88
Crédit Agricole Cheuvreux North America, Inc	Etats-Unis		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole Securities (USA) Inc	Etats-Unis		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole Cheuvreux Espana S.A.	Espagne		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole Cheuvreux International Ltd	Royaume-Uni		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole Cheuvreux Nordic AB SB	Suède		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole Cheuvreux S.A.	France		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole Van Moer Courtens	Belgique	E 3	intégration globale	85,00		85,00	

Liste des filiales, coentreprises et entreprises associées	Implantation		Méthode	% de contrôle		% d'intérêt	
				30.06. 2011	31.12. 2010	30.06. 2011	31.12. 2010
Sociétés d'investissement							
Amundi Ibérica SGIC SA	Espagne		mise en équivalence	45,00	45,00	45,00	45,00
CAFI Kedros	France		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
CAI BP Holding	France	S 5	intégration globale	0,00	100,00	0,00	100,00
Calyon Capital Market International	France	S 5	intégration globale	0,00	100,00	0,00	100,00
Compagnie Française de l'Asie (CFA)	France		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole CIB Air Finance SA	France		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole CIB Capital Market Asia BV	Pays-Bas		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole CIB Global Partners Inc.(groupe)	Etats-Unis		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole CIB Holdings Limited	Royaume-Uni		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole CIB UK IH	Royaume-Uni		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole Securities Asia BV (Tokyo)	Japon		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Doumer Finance SAS	France		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Fininvest	France		intégration globale	98,27	98,27	98,27	98,27
Fletirec (groupe)	France		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
IPFO	France		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Mescas	France		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
SAFEC	Suisse		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Sociétés de crédit-bail et de location							
Cardinalimmo	France		intégration globale	49,61	49,61	49,61	49,61
Financière Immobilière Crédit Agricole CIB	France		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Assurances							
CAIRS Assurance SA	France		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Divers							
Aguadana SL	Espagne		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Aylesbury BV	Royaume-Uni		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Bletchley Investments Ltd	Royaume-Uni		intégration globale	82,22	82,22	100,00	100,00
CA Brasil DTVM	Brésil		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
CA Conseil SA	Luxembourg		intégration globale	99,99	99,99	99,99	99,99
Calixis Finance	France		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Calliope srl	Italie		intégration globale	100,00	100,00	67,00	67,00
Calyce PLC	Royaume-Uni		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
CLIFAP	France		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
CLINFIM	France		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole Asia Shipfinance Ltd	Hong Kong		intégration globale	99,99	99,99	99,99	99,99
Crédit Agricole CIB Finance Guernesey Ltd	Royaume-Uni		intégration globale	99,90	99,90	99,90	99,90
Crédit Agricole CIB Financial Products Guernesey Ltd	Royaume-Uni		intégration globale	99,90	99,90	99,90	99,90
Crédit Agricole CIB Financial Solutions	France		intégration globale	99,72	99,72	99,72	99,72
Crédit Agricole CIB Global Banking	France		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00

Liste des filiales, coentreprises et entreprises associées	Implantation		Méthode	% de contrôle		% d'intérêt	
				30.06. 2011	31.12. 2010	30.06. 2011	31.12. 2010
Crédit Agricole CIB LP	France		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole CIB Preferred Funding II LLC	Etats-Unis		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole CIB Preferred Funding LLC	Etats-Unis		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole Private Banking Levante	Espagne		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole Private Banking Norte	Espagne		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
DGAD International SARL	Luxembourg		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Ester Finance Titrisation	France		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
European NPL S.A.	Luxembourg		intégration globale	60,00	60,00	67,00	67,00
Fonds Alcor	Hong Kong		intégration globale	98,76	98,76	98,76	98,76
Himalia PLC	Royaume-Uni		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Immobilière Sirius SA	Luxembourg		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
INCA Sarl	Luxembourg		intégration globale	65,00	65,00	65,00	65,00
Indosuez Finance Ltd	Royaume-Uni		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Indosuez Holding SCA II	Luxembourg		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Indosuez Management Luxembourg II	Luxembourg		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Island Refinancing Srl	Italie		intégration globale	100,00	100,00	67,00	67,00
Korea 21st Century Trust	Corée du Sud		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
LDF 65 (SPV)	Luxembourg		intégration globale	64,94	64,94	64,94	64,94
LSF Italian Finance Company SRL	Italie		intégration globale	100,00	100,00	67,00	67,00
Lyane BV	Pays-Bas		intégration globale	65,00	65,00	65,00	65,00
MERISMA	France		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Sagrantino BV	Pays-Bas		intégration globale	100,00	100,00	67,00	67,00
Sagrantino Italy srl	Italie		intégration globale	100,00	100,00	67,00	67,00
SNC Doumer	France		intégration globale	99,94	99,94	99,94	99,94
SNC Shaun	France	S1	intégration globale	0,00	100,00	0,00	100,00

(a) Entrées (E) dans le périmètre :

- E 1 Franchissement de seuil (dont les prises de contrôle)
- E 2 Création
- E 3 Acquisition
- E 4 Acquisition complémentaire

Sorties (S) du périmètre :

- S 1 Franchissement de seuil (dont les pertes de contrôle)
- S 2 Cessation d'activité (dont dissolution, liquidation)
- S 3 Cession
- S 4 Cession partielle
- S 5 Fusion absorption -TUP

Divers :

- D 1 Mode de consolidation modifié
- D 2 Changement de nom

➔ RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2011

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés intermédiaires résumés de la société Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2011, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés intermédiaires résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration, dans un contexte caractérisé par une crise des finances publiques de certains pays de la zone euro. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés intermédiaires résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés intermédiaires résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés intermédiaires résumés.

Neuilly-sur-Seine, le 25 août 2011

Les Commissaires aux Comptes

PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT
Catherine Pariset Pierre Clavié

ERNST & YOUNG ET AUTRES
Valérie Meeus

3

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

Note des agences de notation

Notations	Standard & Poors	Moody's	FitchRatings
Dettes long terme senior	A+	Aa3	AA-
Perspective	Stable	-	Stable
Dernière décision de notation	20/05/2011	15/06/2011	23/07/2010
Décision de notation	Dégradation des notes LT et CT (1 cran) et changement de perspective de négative à stable	Note long terme sous surveillance négative	Affirmation
Dettes court terme	A-1	Prime-1	F1+

Autres informations sur l'évolution récente de la société

Composition du Conseil d'Administration au 30 juin 2011

Jean-Paul CHIFFLET, Président
Edmond ALPHANDERY
Philippe BRASSAC
Frank E. DANGEARD
Marc DESCHAMPS
Jean-Frédéric DREYFUS
Denis GASQUET
François IMBAULT
Marc KYRIACOU
Jean LE VOURCH
François MACE
Didier MARTIN
Madame Stéphane PALLEZ
Jean PHILIPPE
Jean-Louis ROVEYAZ
François THIBAUT
François VEVERKA
Philippe GESLIN, Censeur

4

INFORMATIONS GÉNÉRALES

PERSONNE RESPONSABLE DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE ET DU CONTRÔLE DES COMPTES	78
ATTESTATION DU RESPONSABLE	78
CONTRÔLEURS LÉGAUX DES COMPTES	79
TABLE DE CONCORDANCE.....	80

→ PERSONNE RESPONSABLE DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE ET DU CONTRÔLE DES COMPTES

■ ATTESTATION DU RESPONSABLE

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation du document de référence 2010 sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés intermédiaires résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint figurant en page 5 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes, PricewaterhouseCoopers Audit et Ernst & Young et Autres, une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans la présente actualisation ainsi qu'à la lecture d'ensemble de l'actualisation.

Fait à Courbevoie, le 30 août 2011

Le Directeur général de Crédit Agricole CIB
Jean-Yves HOCHER

■ CONTRÔLEURS LÉGAUX DES COMPTES

COMMISSAIRES AUX COMPTES TITULAIRES

Ernst & Young et Autres
Membre du réseau Ernst & Young
Membre de la Compagnie régionale
des Commissaires aux comptes de Versailles
représenté par : Valérie Meeus
Siège social :
41 Rue Ibry
92576 Neuilly Sur Seine

PricewaterhouseCoopers Audit
Membre du réseau PricewaterhouseCoopers
Membre de la Compagnie régionale
des Commissaires aux comptes de Versailles
représenté par : Catherine Pariset et Pierre Clavié
Siège social :
63 Rue de Villiers
92200 Neuilly Sur Seine

COMMISSAIRES AUX COMPTES SUPPLÉANTS

Picarle et Associés
Membre de la Compagnie régionale
des Commissaires aux comptes de Versailles
Société représentée par :
Denis Picarle
Siège social :
Faubourg de l'Arche – 11 allée de l'Arche
92400 Courbevoie

M. Pierre Coll
Membre de la Compagnie régionale
des Commissaires aux comptes de Versailles
63 Rue de Villiers
92208 Neuilly Sur Seine Cedex

MANDATS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES TITULAIRES

La société Ernst & Young et Autres (ancienne dénomination sociale jusqu'au 30 juin 2006 : Barbier Frinault et Autres) a été nommée en qualité de Commissaire aux comptes titulaire, pour six exercices, par l'Assemblée générale des Actionnaires tenue le 10 mai 2000.
L'Assemblée générale du 16 mai 2006 a renouvelé ce mandat pour une durée de six exercices.

La société PricewaterhouseCoopers Audit a été désignée en qualité de Commissaire aux comptes titulaire par l'Assemblée générale des Actionnaires du 30 avril 2004 (en remplacement du Cabinet Alain Lainé, démissionnaire, qui avait été nommé lors de l'assemblée du 10 mai 2000 pour six exercices).

L'Assemblée générale du 16 mai 2006 a renouvelé ce mandat pour une durée de six exercices.

MANDATS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUPPLÉANTS

L'Assemblée générale du 16 mai 2006 a nommé en qualité de Commissaire aux comptes suppléant de la Société Barbier Frinault et Autres (devenue Ernst & Young et Autres), la société Picarle et Associés pour une durée de six exercices (en remplacement de M. Peuch-Lestrade, dont le mandat était venu à expiration à l'issue de l'Assemblée générale du 16 mai 2006).

M. Pierre Coll a été désigné en qualité de Commissaire aux comptes suppléant de la Société PricewaterhouseCoopers Audit par l'Assemblée générale du 30 avril 2004, pour la durée du mandat de son prédécesseur (M. Olivier Peronnet, démissionnaire, qui avait été nommé lors de l'assemblée du 10 mai 2000). L'Assemblée générale du 16 mai 2006 a renouvelé ce mandat pour une durée de six exercices.

→ TABLE DE CONCORDANCE

La table de concordance ci-dessous renvoie aux principales rubriques exigées par le Règlement européen N°809/2004 pris en application de la Directive dite « Prospectus ».

Rubriques de l'annexe XI du Règlement européen N°809/2004	N° de page de ce document	N° de page du document de référence
1. Personne responsable	78	252
2. Contrôleurs légaux des comptes	79	253
3. Facteurs de risques	15 à 30	94 à 121 166 à 177 192
4. Informations concernant l'émetteur		
4.1 Histoire et évolution de la Société		10 à 12 128 à 244
5. Aperçu des activités		
5.1 Principales activités		13 à 16
5.1.3 Principaux marchés		13 à 16
6. Organigramme		129
6.1 Description sommaire du Groupe et place de l'émetteur		2 à 3
6.2 Liens de dépendance entre les entités du Groupe	45	130
7. Informations sur les tendances	31	244
8. Prévisions ou estimations du bénéfice		N/A
9. Organes d'administration, de direction et de surveillance		
9.1 Informations concernant les membres des organes d'administration et de direction		43 à 49
9.2 Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de surveillance		50
10. Principaux actionnaires	61	184
11. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur		
11.1 Informations financières historiques ⁽¹⁾		127 à 241
11.2 États financiers		131 à 137 206 à 209
11.3 Vérifications des informations financières historiques annuelles		202 à 203 240 à 241
11.4 Dates des dernières informations financières		127
11.5 Informations financières intermédiaires	33 à 73	N/A
11.6 Procédures judiciaires et d'arbitrage	30	93 ; 244
11.7 Changement significatif de la situation financière ou commerciale		244
12. Contrats importants		244
13. Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts		N/A
14. Documents accessibles au public		245

(1) En application des articles 28 du Règlement (CE) N°809/2004 et 212-11 du Règlement général de l'AMF, sont incorporés par référence les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2010, le rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés au 31 décembre 2010, le rapport de gestion du Groupe, présentés aux pages 77 à 138, 139 à 213 du document de référence 2010 de Crédit Agricole CIB enregistré par l'AMF le 23 mars 2011 sous le numéro D.11-0170 et disponible sur le site internet de Crédit Agricole CIB (www.ca-cib.fr).

Le présent document est disponible sur le site de
Crédit Agricole CIB : www.ca-cib.com
et sur celui de l'Autorité des Marchés Financiers : www.amf-france.org